













LA GRÈVE  
président de la République

هناك ما لا يحصى

POLITIQUE

LA RENTRÉE POLITIQUE ET L'ÉVENTUALITÉ D'UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Libres opinions  
LA « PASSERELLE » DE L'ESPOIR

par ROLAND NUNGESSER (\*)

PLUS la polémique entre majorité et opposition s'envenime, plus ses origines et ses motivations paraissent fragiles et plus les arguments échangés semblent enlisés dans la conjoncture et le quotidien. Les objectifs n'étant fixés que compte tenu des échéances électorales, les petites phrases et les grands mots paraissent déjà du niveau des affrontements de préau d'école.

Beaucoup de Français sont perplexes, se demandant si le clivage actuel entre les deux blocs politiques n'est pas très artificiel et bien dangereux à terme.

En effet :

Si les choses devaient changer en 1978, et que l'opposition l'emporte, alors apparaîtraient, vite et brutalement, les inconvénients d'une alliance contre nature. Comment pourraient travailler en commun, d'une part, deux partis démocratiques, fidèles à la tradition humaniste de la France, et, d'autre part, un parti qui, quelles que soient les apparences — surtout quand elles sont trop forcées —, reste de caractère totalitaire, au service d'une idéologie collectiviste, pour laquelle la fin justifie les moyens. Dès la victoire, socialistes et radicaux seraient soumis à des pressions qui leur feraient regretter le temps où, quand les communistes étaient avec eux dans l'opposition, ils ne cessaient de parler de liberté.

Si les choses devaient durer telles quelles, du côté de la majorité, les lacunes et les insuffisances de celle-ci apparaîtraient de plus en plus au grand jour. Les Français ont le sentiment que le navire navigue sans cap précis, avec le seul souci d'éviter les écueils et les coups de vent ; ils s'interrogent donc sur leur avenir, que ne laissent prévoir ni quelques orientations — ces quelques grands desseins de style gaullien auxquels s'étaient familiarisés même ceux qui n'étaient pas gaullistes — ni même un programme à moyen terme.

La cohabitation deviendrait de plus en plus difficile entre gaullistes frustrés de leur idéal, conservateurs secoués par la multiplicité de réformes ponctuelles, réformistes préoccupés d'un plan d'ensemble pour l'action future.

Ces réflexions sur la situation politique actuelle justifient la démarche d'esprit qui fut celle du CSEEL (1) lorsque je présentai, au nom de sa commission de la doctrine, le Manifeste publié à la fin de l'année 1974. Nous y affirmions, dans le préambule, qu'« aucune action politique valable ne pouvait être engagée si elle ne s'inscrivait dans le cadre d'un projet global de société ».

Ainsi nous voulions nous efforcer de répondre aux grands problèmes de notre temps, à ceux notamment que les jeunes avaient posés en termes violents en mai 1968.

Devant l'ampleur de la tâche à accomplir, nous appelions à un rassemblement des hommes de bonne volonté — quels que soient leurs engagements politiques — pour tenter de trouver remède aux phénomènes d'aliénation de l'homme dans la société moderne, où il se sent dominé par la machine et plus isolé que jamais dans la masse.

C'est pourquoi, parce qu'il apparaissait qu'un grand nombre d'hommes, aujourd'hui enfermés dans l'opposition, ressentaient les mêmes préoccupations que nous, nous les avons conviés en juin dernier dans notre appel « L'Esprit par le rassemblement » à venir participer à nos travaux d'études.

Nous espérons que cette rencontre au niveau de la recherche intellectuelle et philosophique soulignerait le caractère artificiel du clivage entre la majorité et l'opposition qui rejette de part et d'autre, dans ses deux blocs, des hommes, qui, pourtant, étaient susceptibles de parler la même langue, de se comprendre et donc de réfléchir ensemble à la société à construire pour le bonheur de l'homme.

Malgré le scepticisme de ceux qui se complaisent dans les querelles de clans et dans le jeu complexe des ambitions personnelles, nous avons eu la satisfaction — précieusement parce que nous nous étions tenus hors de celles-ci — d'appréhender que notre appel avait été entendu.

Ainsi, au-delà des affrontements de la vie politique au jour le jour, une « passerelle » est établie entre les hommes de bonne volonté. C'est le premier signe de la « désorption », que tous les Français attendent, car pour la plupart, rejetant les options collectivistes et les méthodes totalitaires, ils souhaitent, d'une part, l'assurance de la sécurité dans la liberté et, d'autre part, les fruits du progrès.

(\*) Ancien ministre, député U.D.R.

(1) Centre d'études et de recherches Égalité et Liberté, créé par le docteur Claude Peyret, député de la Vienne, décédé en 1974.

M. Fabre : nous assistons à une crise de confiance

Interrogé mardi 17 août à France-Inter, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, s'est expliqué sur ses contacts avec M. Roland Nungesser, député U.D.R., pour lesquels il avait été mis en cause la veille par M. Marchais. « Je distingue, pour ma part, les notions d'audience, de dialogue et de collaboration. Les radicaux sont gens de dialogue. Nous sommes, lorsque bon nous semble, ouverts à un dialogue avec qui que ce soit sans pour autant nous renfermer, ni porter atteinte à nos engagements (...). Je considère que M. Nungesser est un homme de la rencontre. Je l'ai reçu, le dialogue n'a pas duré plus d'un quart d'heure. Il m'a fait part de ses doutes et m'a dit qu'il n'était pas d'accord avec la politique du président de la République, et ses propos m'ont paru intéressants. Je ne puis pas faire du recrutement auprès d'hommes politiques chevronnés ayant des responsabilités dans la majorité tels que M. Nungesser. Il n'a jamais eu question d'entrer dans le groupe de travail, et là M. Nungesser est allé trop loin. Le problème a pris une ampleur inutile. On ne peut pas me faire grief du côté communiste d'une attitude qui serait contraire à nos engagements ».

M. Fabre a expliqué qu'il convenait de réactualiser le programme commun et souhaitait que l'union de la gauche se concrétise au moment où il ont signé ce document pour lui donner « un éclairage radical » soit intégré dans « le corps du programme commun » versé d'ici à la fin de l'année 1976. Selon M. Fabre, M. Giscard d'Estaing

M. Fosset : il s'agira plutôt d'un « réajustement ministériel »

M. André Fosset, ministre de la Qualité de la Vie, membre du bureau politique du Centre des démocrates-sociaux, a évoqué, mardi 17 août, les rumeurs concernant un éventuel remaniement ministériel : « Je crois qu'il y aura quelque chose, mais ce ne sera pas fondamentalement un réajustement ministériel », at-il déclaré.

M. Fosset, qui avait notamment visité une plage et des terrains de camping à Saint-Gilles-Croix-de-Vie (Vendée), a, d'autre part, indiqué que « le gouvernement a déclaré la guerre à la laideur et qu'il souhaite que tous les Français se sentent mobilisés ». « Protéger le littoral, a-t-il ajouté, ne veut pas dire qu'il faut arrêter le développement touristique ni les constructions secondaires ».

M. Péronnet : la majorité doit évoluer

De notre correspondant régional

Cannes. — M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'État à la fonction publique et président du parti radical, qui assistait le mardi 17 août à Cannes à une réunion de l'association Cannes-avenir, formée par M. Lucien Neuwirth, député U.D.R. de la Loire et candidat de la majorité aux prochaines élections municipales de Cannes, a notamment évoqué les problèmes internes de la majorité. « Nous sommes actuellement, a-t-il déclaré, dans une majorité issue des élections législatives de 1973, qui doit évoluer dans le sens des réformes voulues par le président de la République. (...) En attendant les élections de 1978, il faut que les partis de la majorité comprennent que la politique imprimée par M. Giscard d'Estaing correspond à la volonté du suffrage universel qu'elle s'est exprimée en 1974. Qu'il y ait de la grogne ou de la rage tel ou tel est tout à fait accessoire ».

M. Péronnet a estimé que les radicaux constituent, au sein de cette majorité, « une force indispensable » et que leur rôle, « très important au moment de l'élection présidentielle de 1974, sera encore plus déterminant dans les futures scrutins ». A ce propos, M. Péronnet a indiqué que « les radicaux sont très demandés sur les listes municipales ».

Le président du parti radical a, d'autre part, déclaré « attendre avec beaucoup d'impatience » le moment où le président de la République fera connaître sa charte de la société libérale avancée. « Jusqu'à présent, a-t-il souligné, il n'existait entre les partis de la majorité aucun ciment, ni philosophique ni d'action politique. L'U.D.R. avait le gaullisme et la grande figure du général de Gaulle ; le C.D.S. était inspiré par la philosophie issue de la démocratie chrétienne et les radicaux par le radicalisme. Mais il manquait, en quelque sorte, une idéologie commune que devrait apporter la charte ».

M. Péronnet a, enfin, estimé que la rencontre entre M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, et M. Roland Nungesser, animateur d'un groupe de réflexion gaulliste, « avait fait beaucoup de bien pour une grande cause ». « M. Fabre, a-t-il noté, va voir M. Nungesser, qui est député U.D.R., alors qu'il se refuse à venir à la place de Valois. C'est son droit, le plus absolu. Mais si je ne vois pas M. Fabre, je rencontre beaucoup de radicaux de gauche en copains et je ne désespère pas qu'un jour il comprendra où est la vérité radicale ».

GUY PORTE.

M. Guéna : il est bon que chaque mouvement essaie de faire mieux qu'il ne fait

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, mardi 17 août, sur TF 1 :

« Si la majorité passe son temps à s'interroger sur elle-même, cela se terminera très mal, car elle a mieux à faire : elle a à occuper le pouvoir. Nous ne sommes pas, nous, des radicaux de gauche, nous sommes des radicaux de droite. On ne peut pas me faire grief du côté communiste d'une attitude qui serait contraire à nos engagements ».

M. Guéna a ajouté : « Je pense qu'il est bon que chaque mouvement de la majorité essaie de faire mieux qu'il ne fait. Le mouvement gaulliste s'appuie sur une doctrine qui a d'abord une référence historique : c'est l'action du général de Gaulle. Il faut la maintenir. Également, le gaullisme a tou-

(PUBLICITÉ)

En période de déflation, la Comptabilité - à partie double - page 88 du Plan Comptable obligatoire en vertu de la Loi Débré du 23 décembre 1969, affiche des bénéfices inférieurs à la réalité. En période d'inflation, elle affiche des bénéfices fictifs.

Il est donc le prétexte que les bénéfices FICTIFS sont un IMPÉRATIF FISCAL que la Comptabilité Indexée fut rejetée par MM. François-Xavier Ortoli, Valéry Giscard d'Estaing, Maurice Couve de Murville. C'est la MORALE PERMISSIVE de la Société libérale avancée !

La Comptabilité Indexée affiche le montant Réel du Résultat annuel des entreprises, bâties ou bâties. Elle fait intervenir les indices de prix concernés, généraux et spécifiques, lors de l'établissement annuel des États financiers, bilans et autres.

Sauf en Chine, la situation est partout la même qu'en France. C'est pourquoi je mène une Campagne mondiale d'actions concertées pour le

RESTITUTION par les FISCS des IMPOTS VOLÉS

En France, les Professeurs, Elèves, Anciens élèves de l'Ecole Nationale des Impôts de Clermont-Ferrand ont vocation à s'associer, à cette Campagne d'assouplissement moral et économique.

Le mode de calcul des sommes dont la restitution doit être exigée est enseigné par mon Ouvrage d'environ 22 pages, intitulé « SORTIR DE L'INFLATION ». Afin de hâter cette opération de salut économique, je le distribue gratuitement lors de leçons gratuites organisées par au moins 3 personnes intéressées, sachant déjà établir les bilans de la comptabilité actuellement légale.

De toutes mes leçons, les plus efficaces furent :

- 16 juillet 1975, Groupe d'Echanges d'Expériences et de Compétitivité d'Auvergne, 17 patrons ;
- 23 juillet 1975, Casino de l'Etoile, Martigny, Suisse, 3 patrons et 5 experts comptables ;
- 9 mars 1976, Université de Toulon, professeur Pierre Gense, 16 étudiants ;
- 2 juin 1976, Université de Genève, Suisse, professeurs G. Menha et André Cottier, 120 étudiants ;
- 8 juin 1976, Université de Grenoble, professeur Yves Lequin, 16 étudiants.

Dans bien des cas, ce sont les étudiants eux-mêmes qui exigent que cet enseignement leur soit dispensé. Quelque illégal — loi Débré du 23 décembre 1969 — cet enseignement est autorisé par le Ministère de l'Éducation nationale, pourvu qu'il soit dispensé avec l'accord des Directeurs d'Établissement.

En dehors des leçons, je demande, pour mon ouvrage, une participation de 50 F français par exemplaire, et 20 F pour chaque exemplaire supplémentaire. Envoi par poste tous pays, paiement à l'avance. Cet ouvrage n'a pas de Copyright. Je souhaite vivement qu'il soit vulgarisé, limité, ou reproduit tel quel, par photocopie ou autrement.

Dans les éditions postérieures au 12 août 1976, une page entière est consacrée à la crise économique et qu'il appartient aux SYNDICATS, et non aux GOUVERNEMENTS, de procéder aux réformes qui s'imposent dans les structures des appareils productifs.

Le même Calcul Indexé donne le montant Réel du Résultat, que les Entreprises publieront face au Résultat Légal, selon l'avant-dernière page de mon Ouvrage :

Résultat Légal : bénéfice FICTIF 150.000.  
Résultat Réel : Déficit 1.278.000.

Cette double publication évitara aux Chefs d'Entreprise la sanction pénale prévue par le Rapport Sudreau — et bien méritée — en cas de publication de fausses informations.

Emile Krieg, 7, rue d'Anjou - 75008 PARIS.  
Académie Member of the American Institute of Management.  
Compte postal Paris 1039-11. Téléphone (1) 285-56-76.

RAPATRIÉS

Dirigeant du principal mouvement d'anciens harkis

M. LARADJI SE DÉCLARE PRÊT A SE RENDRE EN ALGÉRIE

M. Mohammed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a publié, lundi 16 août, une déclaration dans laquelle il affirme être prêt à se rendre dans ce pays. M. Laradji ajoute : « Nous ne voulons pas aller contre le courant de l'histoire. L'Algérie est un pays libre et indépendant. Je sais que certaines organisations rêvent d'utiliser les harkis pour se reconquérir le territoire. Cela ne nous concerne pas. (...) Je n'ai jamais eu la moindre intention d'envoyer les harkis et les racines du passé. On a voulu cristalliser sur nous toute l'opposition au gouvernement algérien. C'est faux. Nous ne cherchons que nos droits. Nous n'avons jamais tenté aucune action. Nous sommes prêts à tendre une main propre, sans aucune arrière-pensée, au gouvernement algérien, pour qu'il règle la libre circulation au nom des principes islamiques ».

M. Laradji a, d'autre part, visité le camp d'anciens harkis de Saint-Maurice-L'Ardoise (Gard), où ne restent plus que vingt-trois familles. Le président de la C.F.M.R.A. a estimé que l'évacuation de ce camp et le réajustement de ses occupants s'effectueraient « dans des conditions discutables ».

M. Mohammed Laradji avait été arrêté le 19 janvier dernier, avec sept militants de son organisation, également armés, alors qu'il s'apprêtait, selon les services de la police judiciaire de Montpellier, à occuper le consulat d'Algérie dans cette ville et à prendre en otage le consul italien, M. Ghouri Karamjidi. Il a été remis en liberté le 22 juin par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier.

Par arrêt, en date du 11 février 1976, la 3<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné le nommé M. Laradji POIGNON, né le 6 janvier 1905 à Toul, agent immobilier, demeurant à (95) ENJOYEZ-LES-BAINS, 12, rue du Départ, 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 15.000 F d'amende pour fraude fiscale (détournement volontaire d'encasement de bénéfices sujets à imposition).

Par arrêt, en date du 19 mars, la 3<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel d'Albi-Provence, a condamné le nommé ALPHONSE GAY, directeur de clinique, demeurant à SEZUN, à 57-SIMPLOREN-D'ORNON (80), à 2.000 F d'amende, pour fraude fiscale.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

VOUS AVEZ VU LES PRIX à MONDIAL MOQUETTE ?

ET TOUJOURS LE CHOIX ET LE STOCK SUR PLACE

OFFRE LIMITÉE

Grandes Largeurs

PLUSIEURS QUALITÉS SUPERIEURES A UN SEUL PRIX !

500 BOULEAUX

15 F le m<sup>2</sup>

Jamais vu !

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz  
Face à la gare d'Austerlitz  
Tél. : 584.72.38

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, pl. de la Villette, M. Colonel-Fabien  
et J. Jaurès. Tél. : 203.00.79

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 16  
Tél. : 930.00.77

PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan  
50 m pte d'Orléans. 539.38.62  
Formé le dimanche

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5 mn Plé des Lilas  
Tél. : 858.16.48

COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont d'Aulneau. Tél. : 481.70.12  
Tél. : 368.44.70

MAISONS ALFORT : 129, rue Jean-Jaures - R.N. 5  
Tél. : 368.44.70

SAINT-DENIS : 73, rue de la République  
Tél. : 820.92.93  
Formé le dimanche à 13 h

PARIS 18<sup>e</sup> 114 rue DAMREMONT  
Tél. : 606.05.73









# JEUX DE L'ART A MONTRÉAL

## Une médaille d'or pour l'architecture du stade

Sur les cartes postales, les affiches et les journaux édités au cours des Jeux olympiques, le grand stade de béton nu figure comme un navire aux formes fantastiques, surmonté d'une triomphale mâture oblique, d'où se déploie un toit en toile ouvert comme un parapluie. Mais, sur le site même, aujourd'hui déserté par les foules, le symbole architectural est inachevé. Le corps du stade montre, en haut, des moignons de fer rouillés d'un effet plutôt désolatoire. Le temps des Jeux est arrivé, puis il est passé, avant que le grand forum ne soit achevé. Faute de temps ? Faute d'argent ?

En tout cas, avec un nouveau casquette financière, Montréal compte aujourd'hui un audacieux chef-d'œuvre d'architecture sportive, comme on n'en connaît pas de pareil dans le monde. Fonctionnellement, il se vide rapidement par des pentes fortes, qui semblent pousser les foules vers le dehors. Dans cette structure de béton, dont les courbes tracent dans l'espace des effets architectoniques particulièrement dramatiques, rien n'appartient au système de l'architecture industrielle qui assemble des planches et des poutres avec la simplicité d'un mécanisme. C'est plutôt une architecture organique qui porte la marque d'une imagination inspirée mais fait penser à un système constructif, vivant. L'architecte, M. Roger Taillibert, n'y a pas cherché la facilité ; il a tout inventé dans ce bâtiment « sculpture » où soixante-dix mille personnes ont pu faire la ronde autour de quelques « dieux ».

Le stade de Montréal fait figure de nouvelle cathédrale des sports pour une société dont on annonce que des temps de loisirs accrus vont la rendre « athénienne », adonnée à la culture du corps. Mais, comme les cathédrales, les stades de ce calibre coûtent cher, tant par l'originalité de la conception. Celui de Montréal passe pour le plus cher du monde : 8 000 dollars le siège au moins, mais on avance un chiffre global qui finirait bien, le jour où les comptes seront faits — si jamais ils devaient l'être — par approcher le milliard de dollars.

La prouesse architecturale de l'homme de l'art a été dominée d'une bataille d'entrepreneurs et d'architectes tant au Canada qu'aux États-Unis, qui souvent travaillent, comme on dit, dans l'« interdépendance ». Le maître, M. Jean Drapeau, a préféré trancher en faveur d'un outsider, un architecte français qui

venait justement de faire ses preuves au Parc des Princes, où il a d'ailleurs également eu des problèmes de dépassement budgétaire, problèmes inhérents à tout système de construction qui nécessite en fait une double fabrication : le moule du stade et le stade lui-même.

Il fallait de l'audace à Montréal. Et de l'audace, l'architecte n'en a pas manqué. Ni d'imagination, ni de bonheur, non plus. Débarqué dans ce Canada où s'affrontent les communautés et les cultures, sur un arrière-fond de lutte économique, il apportait candidelement son chef-d'œuvre de complexité et entendait le réaliser avec l'aide du maire. Ce fut une année homérique, si l'on veut des plans et maquettes, en novembre 1975, au milieu d'un guépier d'entrepreneurs habitués à simplifier pour mieux rationaliser et rentabiliser. Or, l'architecture de ce stade, c'est, si l'on veut, justement le contraire du simple. C'est du « sur-mesure ». Tout y est inventé, tout y est rêvé, tout y est inédit dans une technique peu développée en Amérique du Nord, le béton précontraint, qui permet l'expression plastique sophistiquée, une expression qu'on retrouve dans la chapelle de Ronchamp avec Le Corbusier, au palais du CNIT à la Défense et, justement, au stade du Parc des Princes.

### Un futur monument historique...

La tradition du béton, depuis Perret et Freyssinet, a donné une avance à la France dans ce domaine (à la différence de l'utilisation du béton, telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis, à la manière d'une construction de bois ou de fer, plus économique, donc plus rentable, mais architecturalement moins intéressante). L'attitude de l'architecte français est naturellement entachée d'un romantisme peu de mise au sein d'une économie dominée par le pragmatisme.

Du temps d'Effel, on construisait à la limite des moyens techniques. Aujourd'hui, ce sont les moyens financiers qui commandent les choix. Or, le stade en béton de Montréal, c'est toute différence mise à part, la tour Eiffel en fer de Paris. C'est un peu le même geste gratuit, la même prouesse technique qui devient une architecture. Et faire de l'architecture pour l'architecture est assurément irréaliste... à moins que Biffel n'ait eu raison.

par JACQUES MICHEL

Ce futur « monument historique » de Montréal, il a fallu l'achever à la hâte, avec une part non négligeable d'éléments temporels, qui devront être refaits par la suite, en même temps que la flèche coupée à sa naissance, comme les tours tronquées de ces cathédrales interrompues par un bouleversement historique. La flèche du stade logera un toit en toile mobile, indispensable si l'on veut rentabiliser le fonctionnement du stade tout au long de l'année, un restaurant et deux funiculaires. Ses places sont déjà réalisées et numérotées. Mais, dans la tour de Babel qu'est devenu le chantier de construction, tiraillé par des intérêts divers et agité par des ordres étrangement contradictoires, il leur est arrivé d'être déplacées à trois reprises.

« C'est un miracle, dit-on, si on est parvenu à donner à ce stade une semblance d'achèvement pour les Jeux. » Dans cette architecture, qui tient du prototype, on trouvait tous les jours sur des surprises : d'énormes plaques de béton qui s'ajustent mal, trop hautes ou trop courtes, le parapet de la rampe qui n'arrive pas à niveau... Il faut au mieux camoufler, au pire refaire, ce qui surcharge les coûts et démolir les gens au travail. Surtout lorsque se répandent des rumeurs alarmantes : un jour, l'architecte accourt au chantier où il apprend que des centaines de brancards ont été installés sur place. Explication : le bruit avait couru que les structures de béton allaient s'écrouler... On parle de « sabotage », d'autant plus facile à mener à bien que le programme est complexe et inédit.

Il y a exactement trente ans, un autre architecte avait eu à affronter un problème similaire lorsqu'un moment du défrichage d'une audacieuse terrasse projetée dans l'espace sans pilier de soutien, il avait dû affronter le mécontentement des maçons. C'est Frank Lloyd Wright et sa « villa des cascades ». S'emparant d'une pioche, il défait lui-même le coffrage de ce chef-d'œuvre, qui tient toujours et figure au patrimoine architectural américain.

C'est peut-être un des débouchés « parallèles » du stade de Montréal que de devenir un « spectacle architectural », un monument à visiter aussi inusable au fil du temps que la tour du Champ-de-Mars et la

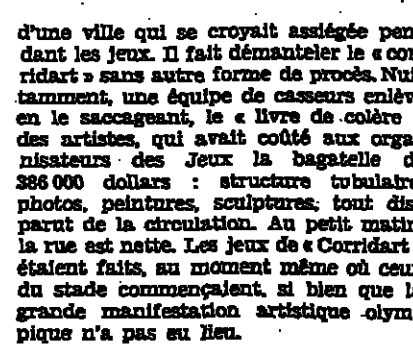
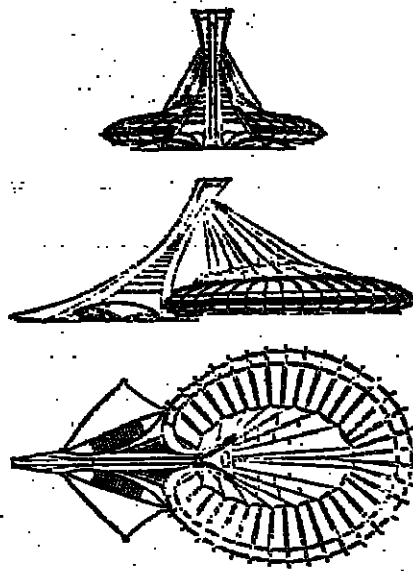
Jocande du Louvre. Car les cités ne vivent pas seulement de constructions, elles ont aussi besoin d'architecture : aux rares médailles d'or remportées par les Français à Montréal, on aurait pu, s'il existait des Joutes olympiques de l'architecture, en attribuer une à M. Taillibert, athlète de l'architecture sportive.

### ... et un échec pour « Corridor »

S'il fallait une preuve de l'attachement des gens au patrimoine architectural, l'épopée de Corridor en serait une autre preuve, à Montréal même. M. Drapeau y a d'ailleurs joué un rôle déterminant, puisqu'il passe pour en être le tyran. Ici aussi une conception qui se voulait audacieuse : faire un « corridor d'art » (d'où le néologisme « Corridor ») tout le long de la rue Sherbrooke, qui mène au stade olympique. Une exposition sur sept kilomètres cinq cents dans la rue, qui serait un « musée linéaire » sans mur. Ce « corridor » n'était pas à proprement parler une exposition d'art, dans le sens traditionnel du terme, sinon une manifestation d'art sociologique, qui prendrait sa substance dans la ville, et, en la donnant à voir, ferait œuvre artistique. Sur des échafaudages tubulaires, montés à même le trottoir de la rue, cent cinquante artistes avaient suspendu des documents photographiques parallèlement à chaque building de verre et d'acier froid. Ils y montraient, ici avec ironie, là avec rage, ce qui fut détruit devant ce qui est construit.

À la place de l'ancienne maison Van Horne, dont la qualité architecturale est reconnue par tous — bien qu'elle soit d'esprit anglophone ! — il y a aujourd'hui un tour de bureaux toute neuve et toute banale. À cette hauteur, l'exposition avait placé une affiche avec un doigt dénonciateur pointé dessus : ceci contre cela. Flattée indignée du promoteur : on porte préjudice à ses affaires. La nostalgie de l'architecture ancienne se double d'un manifeste vengé sur le « gap » des populations pauvres, déplacées par les constructions de bureaux.

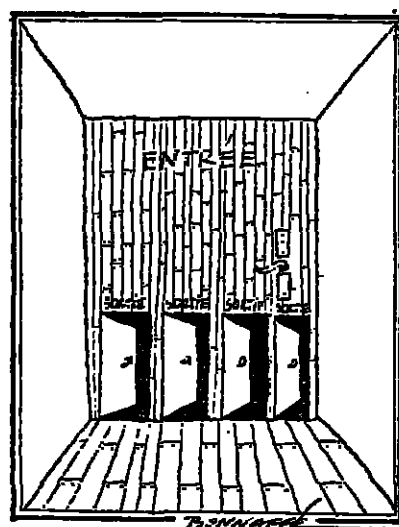
Dans ce « Corridor », M. Drapeau voit bientôt un corridor de l'agitation gauchiste. Il s'empare et perd le sens de l'humour devant une exposition qui, pour lui, sentait la poudre, au centre



d'une ville qui se croyait assiégée pendant les Jeux. Il fait démanteler le « corridor » sans autre forme de procès. Multitude, une équipe de casseurs enlève en le sacageant, le « livre de colère » des artistes, qui avait coûté aux organisateurs des Jeux la bagatelle de 366 000 dollars : structure tubulaire, photos, peintures, sculptures, tout disparaît de la circulation. Au petit matin, la rue est nette. Les Jeux de « Corridor » étaient faits, au moment même où ceux du stade commencent, si bien que la grande manifestation artistique olympique n'a pas eu lieu.

L'épisode illustre paradoxalement les rapports de l'artiste et de l'État au Canada, pays dont la politique d'aide aux créateurs est peut-être la plus généreuse du monde. Le Canada veut avoir des artistes et un art contemporain. Il aide les meilleurs talents, achète leurs œuvres et les expose dans l'espoir de créer le terrain artistique dont ce pays a besoin, qui travaille durement, à besoin pour enrichir le sens de son existence. À preuve, la colossale exposition d'art et d'artisanat montés dans un grand hall de l'hôtel Bonaventure où tout ce qui peint, sculpte, tisse, chante, joue, danse, du Québec à l'Alaska, se manifeste dans une ambiance de foire populaire. Faire un peu moins, certes, mais il faut que le grain germe... Et c'est au Musée d'art contemporain de Montréal qu'on en montre les branches les plus éblouissantes et prometteuses, dans une rétrospective de l'art de ces trois dernières décennies. Bonduca, Riopelle, Gagnon, Hurlbut, Mo Ewen, Barbeau, Toussaint, Mulr... Les œuvres diverses et riches de ces peintres, qui témoignent du changement des mentalités à travers les changements esthétiques, affirment confusément l'identité d'une culture.

## Une sélection



« Mes chers amis », de Germi et Monicelli, vu par Bonnaïffé.

## Cinéma

MES CHERS AMIS de Pietro Germi et Mario Monicelli

Déambulations et farces de cinq Florentins d'âge mur, dont l'un des grands amusements consiste à gifler les voyageurs penchés aux portières des trains en partance. Une comédie à l'italienne, désopilante, mais où la gravité perdue derrière l'humour dérivé, « citadins » prolongés ont, chacun, une blessure secrète, une angoisse et s'étourdissent dans leurs « vives tensions » pour oublier le vieillissement et la mort. C'est Pietro Germi qui écrit le film, mais, très malade, il demanda à Mario Monicelli de le réaliser et mourut, lui, le premier jour du tournage. Drôle et parfois bouffonnesque, cette œuvre sur l'amitié et la cruauté de la solitude a connu, en Italie, un énorme succès.

ACTES DE MARUSIA, de Miguel Littin

L'histoire de Gregorio (Gian-Maria Volante) et de ses camarades mineurs dans le nord du Chili (recréé au Mexique par le cinéaste exilé) au début du siècle. Une tentative de reconstitution de la mémoire y est le metteur en scène : un film d'aventures qui est aussi un témoignage sur l'Amérique latine aujourd'hui ; le face à face toujours actuel de ceux qui exercent le pouvoir et de ceux qui le subissent.

— ET AUSSI : Encore quinze jours de films inédits, rares ou inconnus à la Ciel ; On l'appellait Milady, de Richard Lester (un point de vue britannique sur les Trois Mousquetaires) ; Sex O'Clock U.S.A., de François Reichenbach (l'Amérique insolite des années 70) ; Mean Streets et Taxi Driver, de Martin Scorsese (dans la jungle des villes...) ; Cría Cuervos de Carlos Saura (les Jeux interdits d'une petite fille insomniacale).

## Théâtre

REVE DE VALSE

à Mogador

Une version intimiste de l'opérette d'Oskar Straus. Derrière les caprices amoureux du bel officier et les sentiments de la princesse ou de la militante transparaît un climat que Schnitzler, l'auteur de la Ronde, semble avoir inspiré.

— ET AUSSI : A Bussang (Vosges)... le Songe d'une nuit d'été (les 21, 22 et 23 août).

## Musique

FESTIVAL DE MENTON

Fidèle au parvis en pente de l'église Saint-Michel, le Festival de Menton propose jusqu'à la fin du mois l'une

des meilleures programmations de l'été : Camerata Academica de Salzbourg (jeudi 19), Alfred Brendel, dans un programme Beethoven-Brahms (le 21) et un récital de Hader par Christa Ludwig (le 26).

LES « MARGINALES » DU G.R.M.

au Théâtre Récamier

En marge (d'où le titre) de la saison, cinq journées de concerts, animations, cartes blanches — à E. Radigue, à R. Bastian — de films. On propose aussi des « ré-auditions ». Aux compositeurs « réguliers » du Groupe de recherches musicales de l'Institut d'audio-visuel se joignent Pierre Henry et le groupe de musique expérimentale de Marseille (musiques par « homo-parleurs »). Du 23 au 27 août, quinze fois l'occasion de faire connaissance.

— ET AUSSI : Trois concerts avec Catherine Collard — une excellente pianiste qu'on entend trop peu à Paris — à l'Orangerie de Soeurs : vendredi 20 en soliste, le 21 avec Catherine Courtois (violin) ; J.-M. Casard (violoncelle) se joindra à elles le 22. Dans le copieux programme du Festival Estival, un concert à ne pas manquer : le Baryton-Trio (jeudi 19, salles des Thermes, à 18 h. 30) pour découvrir l'instrument favori du prince Esterhazy. En province : la musique romantique et George Sand (du 28 au 29 à Gargilesse), le Studio des Frères Musici (de 28 à Martignes, qui présente, d'autre part, à partir du 18 des chants et des spectacles d'Occitanie et du Maghreb). A l'étranger : le Festival de Chiras-Persepolis débute le 19 et celui d'Edimbourg le 22.

## Expositions

LA COLLECTION CAMPANA à Avignon

Une galerie de primitifs italiens de trois cent vingt œuvres, définitivement au Petit Palais d'Avignon. C'est l'ancienne collection Campana, du siècle dernier, qui vient d'être reconstituée après cent ans d'éparpillement à travers les musées de province. Delacroix disait qu'elle vaut pour les « lumières » qu'elle donne sur les progrès et les origines des écoles italiennes.

— ET AUSSI : Bacon, à Marseille. Mathieu, au musée d'Antibes. Trente peintres du dix-septième siècle français, au musée Chagall de Nice. La Donation Grandjean et Pisanese et les Français, à Dijon. Terre seconde, à Rattilly. Chemins de la création, à Ancy-le-Franco. Mouvement peint, Mouvement agit, à l'abbaye de Beaulieu-en-Rouergue. Kandinsky, à Bordeaux. Bissière, à Mont-de-Marsan. Et à Paris : Constable. Les nouvelles salles de sculptures et l'Atelier, au Louvre. Robert Delunay, à l'Orangerie. Hantel, au Musée national d'art moderne. André Masson, au Musée municipal d'art moderne. Ramis au Grand Palais. Cy Twombly et Dally Bul and co, à l'ARC.

**Mercredi 25 Août**  
La rencontre  
**VADIM / KRISTEL**  
une Femme Fidèle  
Le grand événement de la rentrée

**Le Saine CINÉMA**  
Son nom de Venise dans Calcutta désert  
12h20 - 20h00  
DEUX FILMS DE MARGUERITE DURAS

ELYSEES LINCOLN (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.) - 14 JUILLET (v.o.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.o.) - LES 3 MURAT (v.o.) - MONTFARNASSE PATHE (v.o.) - GAMMA Argenteuil  
**Cría cuervos...**  
Regards d'une Enfance  
un film de Carlos SAURA  
avec Geraldine CHAPLIN Ana TORRENT  
PRIX SPECIAL DU JURY CANNES 76

**28 films inédits**  
2<sup>e</sup> festival d'été  
**LA CLEF**  
4 au 31 août

**QUINETTE (v.o.)**  
l'Eglise au bord du schisme ou la messe en latin  
**les Catholiques**  
toute l'histoire de Mgr LEFEBVRE

**3 MOIS**  
UGC MARBEUF OLYMPIC ENTREE  
ACTION LAFAYETTE  
Apprentissage de  
**BUDDY KRAVITZ**

كتاب الالهي



## UNE CRISE ENDEMIQUE

## Ces compagnies qui survivent et revendiquent

Il y aura bien, dans vingt ans, un chroniqueur pour parler du jeune théâtre des années 70, et avoir des vues synthétiques sur les influences et les tendances qui traversent les créations. Pour le moment, on ne peut que tenter la diversité et se garder de voir « le » jeune théâtre quand il n'y a que « des » jeunes compagnies, réunies par un adjectif qui ne renvoie même pas à une identité de génération.

Un dénominateur commun existe cependant. Pas dans la manière de concevoir leur métier, mais dans la façon de le vivre. Anciens élèves de cours d'art dramatique ou simples amateurs, les jeunes comédiens (pour ne parler que des débutants) aspirent à fonder leur troupe et à travailler en professionnels, simplement parce que c'est seulement ainsi qu'ils auront le temps de travailler

à ce qu'ils veulent faire. Avant même de parler du spectacle, dont il est évident qu'il ne sera pas rentable, il faut trouver un lieu pour répéter, une salle pour jouer.

En province, on se débrouille plus ou moins, mais à Paris les conditions de travail sont particulièrement déplorable. Parce que les exploitants... exploitent, ou parce que, réduites à accepter l'importance qu'il n'est pas incompatible avec l'écueil précédent, les compagnies jouent dans des salles qui ne sont pas adaptées à leur spectacle. L'exemple de Jean Boie est assez frappant, qui n'a jamais pu obtenir un lieu à la mesure de son talent et de ses pièces.

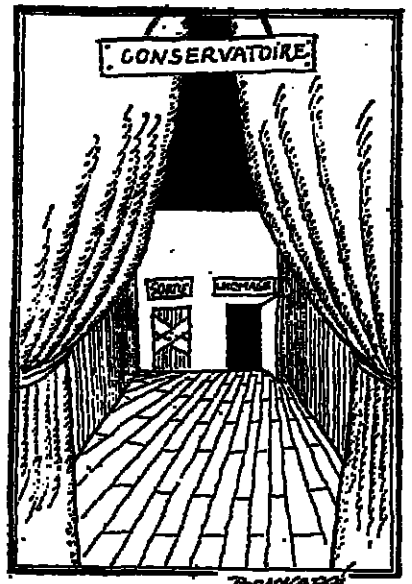
Les troupes implantées en province souffrent, en revanche, de leur isolement. Pour avoir une subvention, il faut

se faire connaître de Paris, et même ceux qui sont animés par un réel souci de décentralisation se passent difficilement de la consécration parisienne (quelle que soit la forme qu'elle prenne). C'est aussi l'isolement par rapport à ce que font les autres compagnies et là, depuis plusieurs mois, les réunions de l'Action pour le jeune théâtre ont été l'occasion de confrontations bénéfiques, tout en étant une structure de revendications.

Les troupes parisiennes sont généralement enfermées dans la problématique création-diffusion, qu'elles se consacrent uniquement à la recherche, comme l'Atelier de l'Épée de bois, ou qu'elles travaillent sur des textes éprouvés, comme le Théâtre d'Action populaire. Le GRAT en Seine-et-Marne, le Théâtre du Rocher près de Marseille ou le Théâtre

des Deux Rives dans la région rouennaise, pour ne citer qu'eux, font de l'animation une activité primordiale. Certains parviennent à une réelle implantation, et l'exemple de toute la région Languedoc-Roussillon-Provence-Côte d'Azur est assez significatif à cet égard. La plus ou moins grande compréhension des municipalités, de l'administration scolaire et des comités d'entreprise fait évidemment varier l'efficacité de ce type d'action.

Armand Badeyan, président de l'A.J.T., dont l'expérience des difficultés, à la tête de la troupe des Athénaïens, sans l'écueil en raison de la « fermeture » de la M.J.C. - Théâtre des Deux-Portes, revêt un caractère symbolique, pose ici le point de vue de ces « jeunes » créateurs à la fois alibis et victimes d'une politique culturelle.



## POINT DE VUE

## Ouvrons enfin le dossier du « jeune théâtre »

par ARMAND BADEYAN

M. MICHEL GUY, secrétaire d'État à la culture, en rendant publiques le 6 juillet dernier les prévisions budgétaires en matière de théâtre pour 1977, ne s'est pas contenté d'annoncer les coupes sévères dont sont victimes certaines entreprises de création théâtrale. Il a, d'abord, tenté de justifier l'insupportable, donné le signal d'une campagne de dénigrement à l'égard de notre profession. A lire certains commentaires, on est même en droit de se demander si la mission première de M. Michel Guy n'était pas de sonner l'alarme contre les créateurs (mauvais gestionnaires, et narcissiques au point de se complaire devant le triste spectacle de rangées de fauteuils vides ?).

La profession théâtrale se trouve donc mise en accusation ; mais le dossier de la rue de Valois n'est-il pas truqué ? Les premières déclarations des responsables de certaines entreprises mises en cause le démontrent. L'Action pour le jeune théâtre, quant à elle, a dénoncé publiquement, lors de sa conférence de presse du 30 juillet à Arignon, le caractère fallacieux de certains arguments avancés par le secrétaire d'État, et regretté complaisamment par certains chroniqueurs. Mais ouvrons aujourd'hui le dossier « jeune théâtre » : pulvérisons le plus de plus il est frappé de plein fouet par les restrictions budgétaires (et — répétons-le — par des commentaires discriminatoires).

Imposons tout d'abord au lecteur quelques définitions, et quelques chiffres. Quel est « jeune théâtre » ? Notre association propose la définition économique suivante : toute compagnie (ou amateur) dramatique professionnelle sans convention statutaire avec l'État. Cette définition prend en compte l'organisation économique actuelle de la création théâtrale : d'une part, les entreprises liées à l'État, soit par des contrats (cinq théâtres nationaux : la Comédie-Française, le Théâtre national de l'Est parisien, le Théâtre national de Strasbourg, le Théâtre national de l'Odéon, le Théâtre national du palais de Chailly, soit par des contrats triennaux avec cahier des charges (deux centres dramatiques nationaux, tels que la Comédie de Saint-Étienne, la Comédie de Caen, le T.N.P. de Villeurbanne, le Nouveau Théâtre national de Marseille) ; l'intervention de l'État pour des créations éphémères sera en 1977 de 132 431 730 F (50 millions pour les dix-neuf centres dramatiques nationaux — 82 millions pour les cinq théâtres nationaux) ; d'autre part, tout le reste : les entreprises « privées », d'où on distinguera les quelque quarante-cinq théâtres privés parisiens (bénéficiant de l'aide du Fonds de soutien au théâtre privé, pour lequel la participation de l'État sera en 1977 de 3 471 925 francs) des compagnies relevant de notre définition, et dites du « jeune théâtre », ou « jeunes compagnies » ou encore « compagnies indépendantes ». Pour tout le reste (quelques deux cent soixante demandes de subvention déposées auprès du secrétariat d'État à la culture en 1976) l'aide de l'État sera en 1977 de 22 820 000 francs (15 820 000 francs pour vingt-neuf compagnies « hors commission », et 7 000 000 de francs pour toutes les autres émergeant à la commission d'aide aux compagnies dramatiques). Ces compagnies « jeune théâtre », qui réclament à cor et à cri le droit au financement public, qui sont-elles ? Quel travail fournissent-elles ? où ? et pour qui ? Le lecteur comprendra que, dans le cadre limité de cette libre opinion, je ne peux me livrer à un descriptif détaillé de cette réalité multiple, complexe et en perpétuel mouvement. (—)

Le secrétariat d'État s'efforce de justifier la modicité (pour ne pas dire la quasi-inexistence) et la précarité des aides accordées à ces compagnies, dans le cadre de la commission, en prétendant que les compagnies concernées ont leurs « preuves à faire ». Notion difficilement définissable, en soi, donc, en définitive, contestable, mais acceptable si du moins trois règles fondamentales étaient respectées :

1) Qu'il s'agisse réellement de compagnies formées par des professionnels débutants, signant leurs premières réalisations ;

2) Que le caractère impérativement transitoire de l'aide accordée par cette commission soit défini et respecté, c'est-à-dire qu'au moment de la commission ne soit qu'une situation provisoire de quelques années devant déboucher sur l'adoption d'un mode de financement en dehors de la commission, à la suite d'une concertation entre l'administration et chaque compagnie,

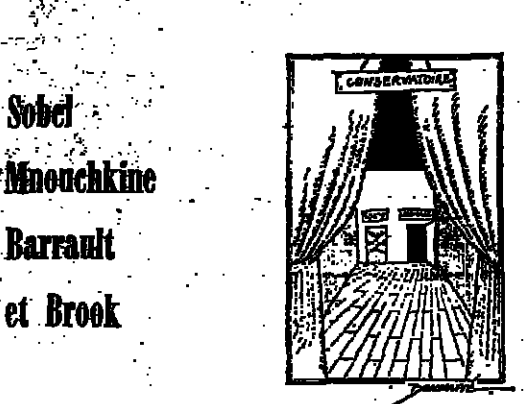
sur la base du plein respect des objectifs spécifiques (et donc de moyens correspondants) de chaque troupe ;

3) Que les aides accordées par la commission à des compagnies se définissent comme professionnelles soient d'un volume suffisant pour permettre réellement le fonctionnement des compagnies aidées sur la base des normes professionnelles actuellement en vigueur.

Aujourd'hui, aucun de ces trois principes n'est respecté, et les aides « hors commission » et « commission » masquent la réalité objective des compagnies en question :

1) Certains directeurs ont des cheveux gris, un métier, et une notoriété bien établis, et certaines entreprises d'une longévité, un volume d'activités et une réputation qui contredisent de façon évidente cette notion de « preuves à faire ». Jean-Marie Serreau est mort « jeune théâtre ». Faut-il en rire, faut-il en pleurer ?

2) Sur le seul plan quantitatif, l'ensemble de ces entreprises théâtrales sans convention statutaire participe bel et bien de la vie théâtrale de notre pays et en est incontestablement un élément important, indispensable, tant par le nombre des créations, des représentations, des auteurs, des metteurs en scène, des comédiens, des techniciens, et... des spectateurs ! En ne met, par le travail fourni. Par le service rendu.



3) L'importance qualitative d'un grand nombre de ces entreprises est tout aussi indiscutable. Il n'est qu'à énoncer le nom des créateurs et des compagnies relevant de cette définition : Bernard Sobel et l'Ensemble théâtral de Gennepville, José Valverde et le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, le Théâtre populaire de Libramont, l'Aquarium, Arlene Mnouchkine, la Compagnie Renaud-Barrault, Peter Brook, le Théâtre du Chêne-Noir, Catherine Druet et la Pomme Variée, Maurice Yond et le Théâtre des Jeunes Années, etc. (Et là se greffe une question jamais évoquée : combien ont cotisé à l'État la formation, la compétence professionnelle et l'audience publique acquises tout au long d'années de misère par un responsable de compagnie qui se voit un jour promu, et remplace une charge de service public dans un théâtre national ou dans un centre dramatique national ? La question est, et la réponse qui s'impose est le scandale, voire l'écœurement organisé — pour les comédiens, les auteurs, les décorateurs, les éclairagistes, en un mot tous les professionnels du spectacle vivant, qui, des années durant, travaillent dans des conditions misérables.)

4) La très grande diversité de ces quelques deux cent soixante compagnies, qui poursuivent les unes des autres des spécificités très différentes les unes des autres (compagnies implantées, compagnies travaillant en direction de l'enfance et de la jeunesse, compagnies de « recherche », compagnies de marionnettistes, mimes, théâtre d'intervention, de rue, etc.), et répondant à des besoins culturels qu'aucune ligne budgétaire officielle, est une dénonciation en soi de l'incertitude de la politique culturelle actuelle.

Voilà donc quelques-unes des caractéristiques de ces « compagnies indépendantes » qui, selon M. Robert Kanters, ne seraient que le fruit d'un spontanéisme narcissique : « La profession des jeunes compagnies, conduit à leur propre étiologie. Deux garçons assis sur un banc peuvent fonder la Compagnie du Banc, annoncer qu'ils joueront Titus Andronicus, et demander

une subvention. » (1). Ce qu'il faut de préciser M. Robert Kanters, lui-même membre de la commission d'aide aux compagnies dramatiques, c'est que, si l'adite « Compagnie du Banc » « peut », en effet, déposer une demande de subvention, le ministère « peut », quant à lui, refuser, ce que confirment les chiffres cités ci-dessus (mais non communiqués aux lecteurs de l'Express). La réalité de cet ensemble de compagnies pose le problème des responsabilités de l'État à leur égard de façon tout autre : responsabilités qui ne doivent, et ne peuvent, être définies qu'à l'aune des besoins. Et au lieu de citer en exemple cette hypothétique compagnie mieux aurait valu citer quelques noms des cent vingt-sept qui se partageront la généreuse somme de 7 millions : le Studio-Théâtre de Vitry (Jacques Lassalle), André Bédardet à Arignon, la Comédie du Havre, le Théâtre de la Satire à Valenciennes, les Drapeaux de Strasbourg, les Athénaïens, le Marionnettiste Alain Rascio, la Compagnie de la Mouche à Lyon (Bruno Boeglin), le Théâtre de la Planquette (Pierre-Étienne Heymann), Michel Harmon, le Chantier Théâtre (François Joxe), Daniel Mesguich, Philippe Adrien, le Théâtre Chronique (Michel Rastelli), le Théâtre de la Carrière, etc.

Accorder 7 millions de francs à la commission d'aide aux compagnies dramatiques veut dire, entre autres, qu'une centaine de compagnies ne perçoivent pas un sou de l'État, et qu'une autre centaine perçoivent entre 10 000 et 80 000 francs par an ! Précisons qu'une ville moyenne de province telle que Metz consacre 7 millions par an pour son théâtre municipal : le budget dont dispose la commission pour deux cent trente demandes ! Le tiers du budget consacré par l'État à l'ensemble des compagnies « hors commission » et « commission » !

De tels chiffres interpellent à M. Michel Guy de parler « d'aide importante aux jeunes compagnies théâtrales », alors que lui-même parlait le 18 novembre 1975 « des subventions (accordées aux compagnies indépendantes en 1974) très insuffisantes compte tenu de l'actuel foisonnement des compagnies, qui témoignent de la vitalité du jeune théâtre ». Une augmentation globale de l'ordre de 12 millions de 1974 à 1977, et la comparaison de ces deux déclarations, donnent la juste mesure du caractère de la récente affirmation ministérielle. (—)

De tels chiffres (trois fois le budget d'un théâtre municipal de province !) rendent indécrot l'appel du ministre à une plus grande « rigueur intellectuelle ».

Le secrétaire d'État sait-il bien à quel il lance cet appel « civique » ? A des professionnels qui subissent le chômage endémique à un taux record de 85 % ! Des professionnels qui perçoivent souvent des salaires en dessous du SMIC !

Et tout aussi fallacieuse est la déclaration concernant « l'action menée sur l'ensemble du territoire national par les troupes de la décentralisation dramatique ».

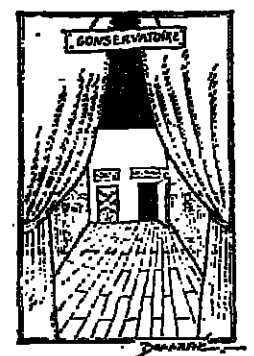
Le ministre saurait-il expliquer comment vingt entreprises de la décentralisation dramatique peuvent couvrir les besoins des quatre-vingt-dix départements français ? Expliquer aux habitants de Clermont-Ferrand, Valence, Nîmes, Arles, Bordeaux, Vannes, La Courneuve, Gennepville, etc., pourquoi Rue de Valois (et Rue de Rivoli) ne sont pas considérées comme Françaises à part entière ?

Comment va-t-on pouvoir mettre en œuvre « un véritable plan de développement du théâtre pour enfants » en n'accordant que 200 000 francs à la Pomme Verte, au Théâtre des Jeunes Années de Lyon, au Théâtre du Gros Caillou de Caen, au Théâtre La Fontaine de Lille, à la Compagnie Daniel Bazilier de Saint-Denis, à la Comédie de Lorraine de Nancy, et quelques miettes à une dizaine d'autres compagnies ? Et peut-on croire comme M. Robert Kanters qu'il y aurait « surproduction » en ce domaine quand on sait qu'une compagnie ne peut matériellement pas donner plus de cent cinquante représentations par an et devant quatre cents à six cents enfants à chaque fois ? Posons la multiplication : 6 compagnies subventionnées x 160 x 500 = 480 000 enfants (et le lecteur, sursurprenant, à travers les unités de calcul retenues, leur aspect maximal). Il est vrai que M. Kanters, dans sa chronique de l'Express, en comparant la « surproduction » de spectacles à celle des « tomates » du Midi (il aurait pu citer aussi les choux-fleurs, les pêches,

les artichauts qui par tonnes sont détruits chaque année), nous donne sa réponse éclairée (et éclairante) : tout le monde sait qu'en France on se gave de tomates... et de spectacles, d'où la surproduction !

Les restrictions budgétaires annoncées ont du moins l'avantage de mettre en pièces les fausses contradictions savamment entretenues depuis l'arrivée de M. Michel Guy, Rue de Valois : l'opposition Paris/province, l'opposition équipements lourds/équipements légers, l'opposition politique de prestige/politique d'implantation et d'animation culturelle, l'opposition diffusion/création. On assassine les uns et les autres : Chailly, Brook, et les jeunes compagnies pour lesquelles, pourtant, le ministre déclarait le 18 novembre 1975, non sans cynisme : « Il est vrai que, dans certains cas, une subvention minime permet de maintenir l'activité d'une troupe de qualité », la Maison de la culture de Créteil et les compagnies jetées à la rue, comme des exemples récents l'ont illustré. Quant à la diffusion, parlons-en : jamais les compagnies n'ont connu autant de difficultés pour tourner leurs spectacles, et les calendriers pour 1977 sont catastrophiques ; la raison en est simple : la dégradation généralisée du secteur culturel national, municipal et associatif ; et, au-delà du secteur culturel, celle de l'ensemble de la vie sociale. Pour remédier à cet état de choses il faut bien plus que de l'« imagination » et la mise en place d'un « Office national de diffusion artistique » !

Repousser  
les tentations  
de la  
marginalisation



L'affaire est grave. Doublement. La création théâtrale se débat depuis des années à la limite de l'asphyxie financière, faute de moyens décents et à la mesure de l'impérieux développement des besoins culturels de la population. La moindre régression budgétaire ne peut se traduire que par la disparition de compagnies, l'amputation des programmations, l'aggravation du chômage des comédiens, la dégradation des conditions de production, donc, en fin de compte, de la qualité professionnelle des créations. L'augmentation radicale du budget dès 1977 est une nécessité vitale pour l'ensemble de la création théâtrale.

Depuis quelques années, les professionnels du « jeune théâtre » ont repoussé les tentations trompeuses de la marginalisation, d'une pauvreté assumée, seule condition, prétend-on, d'une véritable liberté de création face à l'État bourgeois. Décidément, beaucoup de choses changent ces derniers temps, et c'est bien ce qui inquiète le pouvoir : que les professionnels du spectacle vivant revendiquent le droit de faire leur métier dans la dignité, et même des luttes importantes avec responsabilité et persévérance, et dans l'union. Les professionnels sauront tout autant refuser la culpabilisation, et avoir raison de cette campagne insultante aux relents inquiétants de l'obscurantisme le plus rétrograde. (—)

L'Action pour le jeune théâtre déclare qu'elle considère comme nulles ces prévisions budgétaires, nulles parce qu'insupportables, nulles parce qu'fondamentalement contraires à l'intérêt de notre pays, qui a besoin de notre travail, qui a besoin de théâtre. Et d'un théâtre libre ! Nous en appelons à l'opinion publique pour qu'elle exige l'ouverture immédiate de véritables négociations entre les organisations professionnelles et le secrétariat d'État à la culture, pour l'élaboration du budget des affaires culturelles pour 1977. (—)

(1) L'Express, n° 1205, daté 12-18 juillet 1976.

3° MOIS

UGC MARBEUF - OLYMPIC ENTREPOTS  
ACTION LAFAYETTEl'apprentissage de  
DUDDY KRAVITZL'EXPRESSION  
Rue de la République, 100, 75001 Paris  
LE POINT - 100, rue de la République, 75001 Paris  
FIGARO - 100, rue de la République, 75001 Paris  
Il ne faut pas manquer de voir ce film !15° SEMAINE  
STUDIO MÉDICISMARTIN SCORSESE  
mean  
streets

ROBERT DE NIRO

FESTIVAL  
CARLOS  
SAURA  
Studio de LA HARPE  
13 rue Saint Severin  
033 34 83

LE BILBOQUET

COMMENT  
ANNONCER ÇA  
AUX  
COPAINS ?Un film de  
SIMON NUCHTERN

**TÉLÉMAQUE**  
GALERIE DES PONCHETTES  
DIRECTION DES MUSEES DE NICE  
06000 NICE - TEL. : 85-82-34  
Jusqu'au 28 août

**TAPISSERIES**  
**PINET**  
**DE GAULADE**  
LE SIMOURGH  
LA FRANQUI-PLAGE  
AUDE  
TOUT L'ÉTÉ

Réunion des  
musées  
nationaux

**Fermeture  
définitive  
des expositions:**

**John Constable**  
**le 23 août à 17h**

Louvre, porte Jauriat  
t.j. sauf mardi, de 10 h à 17 h

**Robert Delaunay**  
**le 30 août à 20h**

Draperie des Tuileries  
t.j. sauf mardi, de 10 h à 20 h  
mardi jusqu'à 22 h

## Expositions

**RAMSES LE GRAND.** — Grand Palais, entrée avenue des Sèves (211-41-34). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 h. **EN ÉGYPTE AU TEMPS DE PLATON.** — Les premiers photographes, 1839-1894. — Grand Palais Espace 404. Jusqu'au 17 octobre. **ROBERT DELAUNAY.** — Orangerie des Tuileries (973-90-49). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Entrée : 8 F. le samedi : 5 F. Jusqu'au 30 août. **JOHN CONSTABLE (1776-1827).** — Musée du Louvre, salle des pastels (entrée porte Jauriat) (260-38-28). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 7 F. le dimanche : 3 F. Jusqu'au 23 août. **SCULPTURE FRANÇAISE DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.** — Musée du Louvre, salle des statues (entrée porte Jauriat) (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. gratuite le dimanche. **HOMMAGE À TITEN.** — Musée du Louvre, salle des statues (entrée porte Jauriat) (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 septembre. **TECHNIQUE DE LA PEINTURE : L'ATELIER.** — Musée du Louvre, entrée porte Jauriat (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 novembre. **ESTAMPES AU BALCON DE LA ROTONDE.** — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jauriat (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 septembre. **HOMMAGE À BRANCUSI.** — LA SCULPTURE ROMAINA CONTEMPORAINA. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-2e-de-Serbie (720-35-49). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 août. **BAUHAUS.** — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président Wilson (723-38-53). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 13 septembre. **LIANO, PICASSO.** — Hommage à la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-31-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 5 F. (surtout le dimanche). Jusqu'au 13 septembre. **ANDRÉ MASSON.** — Deux cents dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 septembre. **MATYSSANT.** — Mouvement, formes et propositions. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre. **CY TROMBLY.** — Dessins 1954-1976. — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre. **DAILY EUL AND Co.** — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre. **RODIN ET LES ÉCRIVAINS DE SON TEMPS.** — Sculptures, dessins, lettres et livres du Fonds Rodin. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-61-34). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. le dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 18 octobre. **L'ANIMAL, DE LASCAUX À PICASSO.** — Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 octobre. **ÉNERGIES LIBRES.** — Musée des arts décoratifs (C.C.L.), 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 22 septembre. **LES MONNAIES DE MEXIQUE À LA MONNAIE DE PARIS.** 11, quai Conti. Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre. **IMAGES DE LUMIÈRE : VITRAUX, TAPISSERIES, MANUSCRITS.** — Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. Tous les jours, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 septembre. **LES FÊTES DE LA RAMPE.** — Danse, Gaiety, Degas, Toulouse-Lautrec. — Galerie-galerie de l'Opéra, rue de la Harpe. Sauf dimanche, de 10 h à 17 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 17 septembre. **DESSINS PARISIENS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES.** — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-16). De 14 h à 17 h. 50. Jusqu'au 15 novembre. **HOMMAGE À GALANIS.** — Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). Jusqu'au 15 septembre. **CHATEAUX FRANÇAIS GARANTIS DES SOUVENIRS DE L'INDEPENDANCE AMÉRICAINE.** — Foyer international d'accueil de Paris (FIAP), 30, rue Cabanis. Jusqu'au 24 août. **UNE GRANDE FIGURE FRANÇAISE.** — Musée de l'Amérique, 1, rue de la Harpe (187-1538). — Musée de l'homme, palais de Chaillot. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre. **HOLLYWOOD AU MARAIS.** — Centre culturel du Marais, 24, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Jusqu'au 31 août. **RAIZAC ET MÉDECINE DE SON TEMPS.** — Maison de Raizac, 47, rue Bayenard (224-56-38). De 10 h à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 25 août. **LA TENTURE DE L'HISTOIRE DU ROY.** — Centre culturel du Marais, 24, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). De 10 h à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 25 août. **GALERIES.** **L'ART DANS LA VILLE NOUVELLE DU VAUDREUIL.** (concours pour des maîtres peintres). — 22, rue Smerian. Jusqu'au 10 septembre. **PEINTRES SYMBOLISTES.** — Galerie du Luxembourg, 94, rue Saint-Denis (262-82-66). De 14 h à 19 h. Jusqu'en octobre. **CY TROMBLY.** — Éditions récentes. — Galerie J.-B. 38, rue de Lille (261-10-47). Jusqu'au 30 septembre. **MARIO FRASSINOS :** tapisseries. — L'Émission du Cercle, 94, rue Saint-Denis (262-82-66). — Noir et blanc, peintures et dessins. Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (262-82-67). Jusqu'au 20 septembre. **SEUPHOR.** — Dessins et livres. — Galerie C.-M. 12, rue du Bol-de-Sicile (273-20-11). Jusqu'en septembre.

## Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)  
**ANTOINE (208-77-71) (D.), 20 h. 30 :** le Tuba.  
**ATELIER (206-49-24), 21 h. :** Monseigneur Chassé (à partir du 20 août).  
**COMEDIE CAUMARTIN (073-42-41) (J. D. soir), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 :** Rêve de nuit.  
**CLOTHES DES BILLETTES (277-70-11), D. L., 21 h. 45 :** le Maître de Scudéry.  
**DAUNOU (261-49-14) (J. D. soir), 21 h. mat. dim. à 15 h. :** Monseigneur Chassé.  
**MADEMOISELLE (263-07-09) (Mercredi, D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 16 h. :** Peau de vache (à partir du 19).  
**MOUFFETARD (338-02-87) (D.), 23 h. 30 :** le Roi de Barabbes.  
**NOUVEAUTES (770-32-70) (J. D. soir), 21 h. mat. dim. à 16 h. :** les Deux Vierges.  
**THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.), 21 h. :** Histoire d'amour.  
**THEATRE DU MANITOUP (325-60-19), mat. dim. à 14 h. 30 :** 20 h. 30 : Don Juan ; jeudi, ven. sam. à 20 h. 30 : Arlequin poli par l'amour (Cie D. Houdart).  
**THEATRE D'ART (206-08-41) (D. L.), 20 h. 30 :** l'Amant arabe.  
**THEATRE PRESENT (203-00-55) (D. L.), 20 h. 30 :** la Chamaille ; le Discours du père.  
**Les cafés-théâtres**  
**LES BLANCS-MANTEAUX (277-42-41) (D.), 20 h. 45 :** les Jeunes ; 22 h. : les Condamnés de l'espace ; 23 h. : Brice, Santet et Henri Roger.  
**CAPES D'EDGAR (325-13-68) (D.), 22 h. 15 :** Deux Suisses au-dessus de tout soupçon ; le 11. 20 h. 30 : D'homme à homme ; 22 h. : Macabre.  
**CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D. L.), 22 h. :** A nos chers disparus.  
**COURS DES MIRACLES (248-35-60) (D.), 20 h. 45 :** P. et M. Jolivet ; 22 h. 15 : Émile Brette.  
**LE FANAL (231-59-16) (D.), 20 h. 30 :** l'Orchestre ; 22 h. : Amnistie au pont de Gravelle.  
**LE PETIT CASINO (787-55-75) (D. L.), 21 h. 30 :** En échange, tu descendras la poubelle ; (D. L.) 22 h. 30 : lundi à 20 h. 30 : J.-C. Montella ; au VEAL CHEZ PARISIEN (242-00-41), 21 h. : Fête d'été ; 22 h. 15 : Fendant les travaux, la fête continue.

## Variétés

**Le music-hall**  
**CASINO DE PARIS (274-29-22) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :** Paris la nuit.  
**ELYSEE-MONTMARTRE (206-38-78) (D.), 20 h. 45 :** Histoire d'écrit.  
**POLES-BOULES (770-03-51) (L.), 20 h. 30 :** l'Amant arabe.  
**MOULIN - ROUGE (206-00-19), 22 h. 30 :** Follement.  
**Les opérettes**  
**BOHIO (326-58-70) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. :** Cœur d'amour.  
**HEURE VARENA - MOGADOR (263-22-80), ven. et sam. à 20 h. 30.**  
**Les concerts**  
**VOIR FESTIVAL.**

MARIGNAN VO - QUINTETTES VO - RICHELIEU VI - MONTMARTRE 83 VF  
- GAUMONT SUD VI - CARAVELLE PATHE VI - GAUMONT GAMBETTA VI -  
STUDIO PARLY 2 VI - AVIATIC Le Bourget VI - CLUB Maisons-Affort VI  
PATHE Belle-Epine VI - ALPHA Argenteuil VI

**CHARLES BRONSON**  
**JILL IRELAND**  
avec une musique de John Barry  
**C'EST ARRIVÉ... ENTRE MIDI ET TROIS HEURES**  
United Artists

PUBLICIS MATIGNON/UGC BIARRITZ/PARAMOUNT OPERA/MAX LINDER  
PARAMOUNT MONTMARTRE/PARAMOUNT MONTMARTRE/PARAMOUNT ORLÈANS/PARAMOUNT MAILLOT  
UGC Gobelins/LIBERTÉ/3 SECRETAN/MAGIC CONVENTION/ST-MICHEL V.O.

**on l'appelait**  
**MILADY**  
ALEXANDRE SALKIND  
OLIVER REED - RAQUEL WELCH  
RICHARD CHAMBERLAIN - MICHAEL YORK  
FRANK FINLAY - CHRISTOPHER LEE  
GERALDINE CHAPLIN - DAVE DUNAWAY  
on l'appelait MILADY  
NICOLE CALEAN - SYBIL DANNING  
GITTY DIAMAL - SIMON WARD  
JEAN PIERRE CASSEL  
CHARLOTTE HESTON  
RICHARD LESTER  
LE JOURNAL DU DIMANCHE - Pierre Billard  
... je me suis payé une pinte de bon sang à ce film caracolant, juvénile et facétieux...  
LE POINT - Robert Benayoun  
... Magistral  
CYRANO VERSAILLES/BUXY VAL D'YERRES/ALPHA ARGENTEUIL/CARREFOUR PARTIN

U.C.C. ERMITAGE VO - U.C.C. ODEON VO -  
U.C.C. Gobelins VI - CINÉMA OPERA VI - ANTEL Remy VI - DAME BLANCHE  
Garges-les-Bains VI - STUDIO Remy VI

**"GATOR"**  
BURT REYNOLDS  
JACK WESTON LAUREN HUTTON  
JERRY REED  
United Artists

**demain les mômes**  
Ils ont toujours visage humain.  
Mais sont-ils chéris  
les enfants des hommes ?  
LE CHEF-D'ŒUVRE  
"du Cinéma Fantastique"  
un film de  
JEAN POURCEL  
avec  
NIELS ARESTRUP  
avec BRIGITTE ROUAN - EMMANUELLE BERT  
Scénario JEAN POURCEL - FRANK VILLÉ - RAYMOND LEPOTRE  
Musique ERIC DEMARSAN - Réalisation JEAN-JACQUES ROCHUT  
Producteur ALAIN DAHAN - UNE CO-PRODUCTION UNITÉ TRANSFERS

EN VERSION ORIGINALE  
**ELYSEES POINT SHOW**  
**3 HAUSSMANN - LUXEMBOURG**  
**LES 4 MARX BROTHERS**  
(GROUCHO - HARPO - CHICO - ZEPPY)  
**SOUPE AUX CANARDS**  
réalisé par  
**LEO MCCAREY**  
UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUÉ PAR CINEAM INTERNATIONAL COOPERATION

**VOTRE TABLE CE SOIR**  
**BOVINGER** 272-87-82  
5, rue de la Bastille, 4<sup>e</sup>. F/Dim.  
**NAPOLEON** T.I.J. 227-89-50  
38, av. Friedland, 8<sup>e</sup>. Jusq. 22 h. 30  
**BAUMANN** Jusq. à 24 h. F/Dim.  
94, av. des Fêtes, 17<sup>e</sup>. 385-16-66  
**FLORA DANICA** EL.Y. 20-41  
142, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. F/Dim.  
**LA CHAMPAGNE** 874-44-78  
10 bis, place Clichy, 9<sup>e</sup>. F/Dim.  
**TY COZ** T.B.U. 42-95  
35, rue St-Georges, 9<sup>e</sup>. P. dim.-lun.  
**TY COZ** 828-42-69  
333, r. Vaugrassat, 15<sup>e</sup>. F./sam.-dim.  
**TERMINUS NORD** 824-48-72  
24, rue de Dunkerque, 10<sup>e</sup>. T.I.J.  
**BOUQUET DU TRÉNE** 243-38-18  
8, avenue du Tréne, 13<sup>e</sup>. T.I.J.  
• Ambiance musicale • Orchestre  
Déjeuners, dîners, soupers. La plus ancienne et la plus belle brasserie de Paris. Parking facile sur la place.  
G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'oie citées par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations : choucroute aux poissons, à la queue de boeuf, merguez-mouton, au homard (sur commande).  
De midi à 22 h. 30 sur jardin fleur et ombragé. Spécialités danoises et scandinaves : hors-d'œuvre danois, festival du saumon, migas de rennes, canard saisi.  
24 h. sur 24. Fruits de mer, coquillages. Réputé pour ses viandes de homards et langoustes, loupes, rougets grillés, sa bordibabasse.  
Seuls restaurants sans viande. Déjeuners, dîners. On sert jusqu'à 22 heures. Spécialités bretonnes. Coquillages et crustacés. Bon GROS PLANT et muscadet Nantais CHATEAU POTET et DOMAINE ROZELLE.  
Brasserie 1925. De 11 h. à 0 h. 15. Spécialités alsaciennes. Pâtisseries fraîches 18 F. choucroute, farret.  
Jusq. à 1 heure du matin. Salle au 1<sup>er</sup>. Cadre confortable. Ses poissons grillés, carré d'agneau provençal, onglet au poivre vert.  
P.M.R. : prix moyen du repas  
★ Spectacle en soirée

**AVANT ET APRÈS LE SPECTACLE**  
**RESTAURANT**  
**"LE CIEL DE PARIS"**  
Au 5<sup>e</sup> étage de la Tour Maitland, Montparnasse, le restaurant le plus haut d'Europe.  
**Le Ciel de Paris.**  
Tour Maitland-Montparnasse, 23 avenue de l'Industrie, Paris 14<sup>e</sup>. 262-52-25.  
Parking de 150 places pour les spectateurs et la restauration. (1 heure à 2 heures de marche).

هكازم لالعل

















## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Paris

#### Dimanche d'août

Le parvis de Notre-Dame, ce « lac d'asphalte » créé par Haussmann en 1865, six fois plus vaste que le parvis du Moyen Âge, lieu des supplices et des « amendes honorables », aujourd'hui kilomètre-zéro des routes partant de Paris, était en cet après-midi du 15 août le point le plus chaud de la capitale. Quelques deux mille personnes y rôdèrent au soleil, la plupart assises en rangs d'oignon sur les margelles de ciment que nos édiles ont disposées sur l'ancienne chaussée, d'autres attelées le long des jardinières qui ornent la berge de la Seine.

Ce n'est pas en ce « dimanche d'août » ni en pareil endroit que, comme dans le film de Luciano Emmer, un carabinier nommé Mastroianni aurait pu rester seul à régler une circulation urbaine inexistante. Tous les agents de police de la préfecture semblaient s'être donné rendez-vous pour prendre le frais sur le pas de leur porte, mirant en bras de chemise le bon peuple épuisé par ses fatigues pédestres.

Mais ce n'était rien. Le record d'affluence était à l'intérieur de la cathédrale. Etait-ce le concert d'orgue de Pierre Cochereau qui avait attiré la foule ? Celle-ci voulait-elle se mettre à l'ombre ou tout simplement le contingent des visiteurs du vaisseau l'emportait-il sur

celui des « allongés » du parvis ? Toujours est-il que cinq à six mille touristes se pressaient sous la nef et dans le double déambulatoire, où l'on n'aurait pas mis une épingle. Assis sur l'autel ou agglomérés en grappes dans le transept, adossés par terre aux grilles des chapelles ou se tenant la main, voire la taille, à l'ombre d'un de ces piliers où Claudel eut l'illumination de la foi, ces fidèles se comportaient en traditionnalistes à leur manière. On jouait des mystères jadis sous les voûtes de Notre-Dame, on y donnait même des festins, et, les jours de pompe funèbre où Bossuet était « à l'affiche », une multitude fort peu recueillie se bousculait dans les allées du chœur.

Ce qui était nouveau en ce 15 août, c'était les tenues de baigneurs en « peu » qui auraient fait trembler d'indignation les plus rigoristes et dont suivaient les « spartiates » marquant un point commun avec les frères à robes de bure.

Quand les grandes orgues se mirent à prélever en sourdine comme le frémissement d'une gerbe liquide, puis à tonner de toute leur puissance grondante, la multitude atteignit un point de non-retour, doucement séparée du monde extérieur.

OLIVIER MERLIN.

#### PLUS DE SURSIS POUR LE MARCHÉ DU CARREAU DU TEMPLE

Il en sera donc de ce marché comme de la plupart de ceux qui subsistent dans la capitale : faute d'avoir été défendus tous ensemble sur la base d'un « projet » cohérent, ils sont, hélas ! condamnés à disparaître les uns après les autres.

Le vieux marché du carreau du Temple, dans le troisième arrondissement, promis à la pioche des démolisseurs par l'adoption au Conseil de Paris d'un projet pour sa reconstruction, va bientôt disparaître.

Un appel d'offres pour les « terrassements, fondations et gros œuvre » de l'ensemble de cinq étages, sur trois niveaux de parking en sous-sol, qui doit être édifié sur son emplacement vient d'être lancé par la préfecture de Paris.

Le projet de reconstruction du marché du Temple, soutenu notamment par M. Jacques Dominiati, député et conseiller de Paris, républicain indépendant du secteur, prévoit un marché de

3 720 mètres carrés, une piscine, un gymnase, une bibliothèque et une école maternelle. Le coût de cette opération, financée par la Ville de Paris, est estimé à dix millions de francs. La durée des travaux vus par l'appel d'offres sera d'environ deux ans.

Les premières rumeurs de démolition avaient déclenché une levée de bouillottes chez les commerçants et les résidents, dont S.O.S. Paris, qui demandait que soit classé et réhabilité « le dernier marché construit sur le modèle des pavillons Bédarride, les équipements socio-éducatifs nécessaires au troisième arrondissement pour trouver aisément place ailleurs dans le quartier ».

Encore le 25 juin dernier, les trois cent cinquante commerçants du Temple déclaraient, en un « ultime combat contre l'absurde projet de rénovation imposé par l'administration », de désertir le carreau et de se mettre en grève, grève.

#### TRANSPORTS

● **LICENCIEMENTS A AIR ALPES.** — Le bureau Air Alpes du Syndicat national des pilotes de ligne indique dans un communiqué que « le président-directeur général de la compagnie régionale a maintenu sa décision de licencier trente personnes dont treize pilotes » en dépit de l'opposition du comité d'entreprise. Le bureau Air Alpes du Syndicat « met en cause la gestion de l'entreprise », la direction générale ayant, au début de l'année, présenté la fusion avec Air Champagne-Ardenne et Air Limousin comme étant bénéfique au personnel.

● **LA CONCURRENCE MARITIME EURO-AMÉRICAINE.** — Les États-Unis ont protesté le 5 août, auprès de l'Union soviétique, lui reprochant d'avoir manqué à l'accord sur les transports aériens et maritimes économiques signé en 1972. Selon cet accord, un tiers au moins des marchandises américaines acheminées par la mer vers l'Union soviétique doivent être transportées par des bateaux américains. Depuis le début de 1976, a précisé le porte-parole du département d'État, ce pourcentage n'a pas été respecté. — (A.F.P.)

### RELIGION

#### Le Conseil œcuménique des Églises a adopté une déclaration très prudente sur l'énergie nucléaire

De notre correspondante

Genève. — Le comité central du Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.), qui termine ses travaux ce 18 août à Genève, a adopté le 17 août une déclaration jugée extrêmement prudente et nuancée sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. D'une part, il ne cache pas son inquiétude face à une éventuelle application militaire de l'atome et à la prolifération des armes nucléaires et, d'autre part, il tient compte — comme le lui ont instamment demandé les délégations du tiers-monde — de la nécessité pour les pays pauvres de pouvoir disposer des sources énergétiques nécessaires à leur développement.

Bien que l'unanimité ne se soit pas faite sur les conséquences de l'expansion de l'énergie atomique à des fins industrielles et les risques qu'elle présente, le comité central estime dans sa déclaration que « cette technologie complexe semble de nature à renforcer les tendances à la centralisation et à l'urbanisation de la société, tendances que

beaucoup cherchent à renverser. De plus, la vente d'une technologie nucléaire à des pays menant des politiques sociales racistes et répressives renforce encore la crainte que l'énergie n'accroisse l'injustice. En même temps, tous les pays souhaitent bénéficier des avantages que procure cette énergie. Il convient donc de distinguer et d'étudier également les implications sociales de ce choix ».

Les participants à la réunion n'ont pas manqué de voir la nette allusion à la vente par la France de réacteurs à la République Sud-Africaine. D'autre part, le département Foi et Témoinage du C.O.E. s'est mis d'accord sur la convocation de quatre grandes conférences portant notamment sur le renouveau de la formation théologique. Ainsi, en 1977, une conférence est prévue non seulement sur le dialogue entre chrétiens, juifs et musulmans, mais aussi entre chrétiens, hindouistes et bouddhistes.

ISABELLE VICHNIAC.

### ENVIRONNEMENT

#### LA POLLUTION A SEVESO

- Le directeur de la firme suisse est convoqué par le magistrat italien
- Les habitants évacués perçoivent leurs premières indemnités

M. Guy Waldvogel, directeur général de la firme suisse Givaudan, propriétaire de l'usine ICMESA à Seveso, près de Milan (Italie), d'où s'est échappé le 10 juillet dernier un nuage toxique, fait l'objet d'une convocation judiciaire lancée, le 16 août, par la magistrature italienne. La convocation du juge d'instruction de Monza fait état d'« omission coupable et volontaire dans l'installation d'appareils de sécurité ». Les mêmes inculpations figuraient dans les convocations concernant trois responsables de la firme italienne qui ont depuis été écroués.

Sur place, la pollution à base de dioxine pourrait être combattue dans les prochains jours par de nouvelles méthodes. La société Givaudan vient de publier à Genève un communiqué où elle affirme que ses experts « ont réalisé en laboratoire des conditions permettant d'accélérer la

degradation du produit toxique et que ces conditions se prêtent à une réalisation technique sur le terrain ».

Les autorités italiennes, tant à Rome qu'à Milan, ont été informées de ce résultat dans la nuit du 13 au 14 août et elles ont accepté que la firme puisse réaliser d'urgence pendant dix jours dans la zone contaminée une première série d'essais, nous indique notre correspondant à Genève.

D'autre part, les autorités provinciales de Lombardie ont pris une première série de mesures en faveur des personnes évacuées de Seveso, plus de sept cents au total.

Le président de la région, M. Cesare Gorfari, a annoncé, mardi 17 août, que les habitants « contaminés », qui vivent actuellement dans des conditions précaires, dans des hôtels et auberges de la région, seront prochainement rélogés dans les environs.

Les logements disponibles à proximité de Seveso seront recensés dans les prochains jours, a expliqué M. Gorfari, et seront ensuite loués ou réquisitionnés par les autorités.

La région lombarde a, d'autre part, décidé d'allouer 300 000 litres, soit 1 800 F, à titre d'indemnité de première nécessité, aux chefs de familles évacuées, plus 100 000 litres (soit 600 F) pour chacun des autres membres de la famille, et de verser 1 million de litres comme premier dédommagement à chacune des quarante-six entreprises réduites à une inactivité totale ou partielle. Les autorités régionales ont, enfin, ouvert un crédit de 45 millions de litres pour dédommager les propriétaires d'animaux et producteurs de lait victimes de la dioxine.

#### TOURISME

● **FERMETURE DU QUIRINALE ?** — Le groupe hôtelier le plus important de la République fédérale d'Allemagne, Steigenberg Hotelgesellschaft de Francfort, va cesser d'exploiter l'hôtel Quirinale de Rome — cent quatre-vingt-neuf chambres de luxe sur la via Nazionale, — qu'il avait pris en location il y a douze ans. Cette décision aurait été prise, selon les responsables du groupe, en raison de « la situation politique et des conditions économiques insupportables qui règnent actuellement en Italie, et qui ont rendu déficitaire cet établissement ».

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### SÉCHERESSE

#### Les premières mesures d'aide aux agriculteurs pourraient être annoncées vendredi

M. Jacques Chirac, premier ministre, réunira, vendredi 20 août, un conseil interministériel restreint afin de fixer les modalités des premières mesures d'aides aux agriculteurs touchés par la sécheresse. Le principe d'une aide d'urgence, distribuée en acompte sur les indemnités de sécheresse qui seront versées au cours du mois d'octobre, a été décidé le 12 août, en conseil interministériel. D'ores et déjà, une deuxième tranche de crédit de 50 millions de francs a été mise à la disposition des départements afin de faire face aux situations les plus graves. Des consignations seraient effectuées afin d'assouplir les critères d'octroi des subventions.

Pour l'heure, cependant, l'essentiel du plan d'aide n'a pas été précisé. M. Christian Bonnet devait recevoir, ce mercredi 18 août, à 11 heures, les présidents des quatre principales organisations agricoles (P.N.S.A., C.N.J.A., A.E.C.A. et C.N.M.C.C.A.) afin de discuter des diverses mesures à prendre et de préciser les intentions du gouvernement. Deux types d'aides seraient envisagés : d'une part, les aides directes à la personne (prime à l'autre part, des crédits spéciaux ou des déficits de remboursement des échéances. Par ailleurs, on pourrait augmenter l'enveloppe des « crédits calamités » du Crédit agricole destinés à venir en aide aux agriculteurs sinistrés, bien que le montant actuel de ces crédits (1 milliard de F) n'ait pas encore été épuisé.

À l'heure actuelle, rien ne semble avoir été définitivement fixé. Il est encore impossible d'évaluer avec précision les pertes subies par les agriculteurs, dans la mesure où les récoltes ne sont pas achevées. M. Pierre Méhaignerie, secrétaire d'État à l'Agriculture, a annoncé, dans une interview au journal Ouest France, qu'un questionnaire concernant les per-

tes causées par la sécheresse serait adressé aux agriculteurs les jours prochains, afin de déterminer, avant le 15 septembre, l'ampleur du sinistre. Certaines organisations agricoles avancent des estimations de 10 à 15 milliards de francs de pertes, tandis que les économistes ruraux évaluent la perte de revenu de l'agriculture de 5 à 9 milliards de francs. Les principales organisations professionnelles soulignent que dans l'immédiat la majeure partie des aides d'urgence soient consacrées aux éleveurs, notamment dans l'Ouest et dans certaines régions du Centre de la France, où la situation est particulièrement critique. « Il faut des mesures immédiates et pratiques pour permettre aux éleveurs de conserver ce qui leur reste de leur cheptel », affirme M. Schaeffer, président du Centre national des jeunes agriculteurs. Il estime en outre que « les aides d'urgence doivent être suffisantes, représentant au moins un tiers de l'enveloppe globale, sinon ces mesures risquent d'avoir un effet contraire au but recherché, et exciter la base au lieu de la calmer ».

Reste enfin un problème non résolu : le financement de ce plan d'urgence. M. Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, a précisé, mardi 17 août, que le financement des indemnités « ne doit pas remettre en cause l'équilibre budgétaire ». Les ressources seront-elles alors prélevées sur le budget du ministère de l'Agriculture ou un prélèvement fiscal exceptionnel sera-t-il mis en place ?

● **Une centaine d'agriculteurs ont déposé 2 tonnes de foin, mardi 17 août, devant le marché de Marnand (Lot-et-Garonne) afin de protester contre le prix à la production qu'ils jugent insuffisant.** — (A.F.P.)

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

### UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

#### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

#### Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

Le service des adjudications de l'Université invite les spécialistes et fabricants internationaux de mobilier désireux de soumissionner à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les candidats sont également priés de fournir tous catalogues ou autres documents considérés comme opportuns. Les documents de mise en adjudication seront vendus exclusivement aux fabricants qui auront présenté une candidature écrite et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation de meubles, accessoires et équipements divers pour chambres à coucher, salles communes et salles d'études destinés aux douze nouveaux blocs-dortoirs situés sur le campus universitaire à Sidi-Mesri, Horns Road, à environ 4 km est de Tripoli.

Les soumissionnaires devront présenter, avec leurs offres, des échantillons de tous les meubles proposés avec descriptions, illustrations et spécifications complètes.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976, à 12 h. 30.

MAIN TENDER BOARD  
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

## RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

### UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

#### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

#### Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

Le service des adjudications de l'Université invite les spécialistes et fabricants internationaux de mobilier désireux de soumissionner à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les candidats sont également priés de fournir tous catalogues ou autres documents considérés comme opportuns. Les documents de mise en adjudication seront vendus exclusivement aux fabricants qui auront présenté une candidature écrite et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation de meubles, accessoires et équipements divers pour chambres à coucher, salles communes et salles d'études destinés aux douze nouveaux blocs-dortoirs situés sur le campus universitaire à Sidi-Mesri, Horns Road, à environ 4 km est de Tripoli.

Les soumissionnaires devront présenter, avec leurs offres, des échantillons de tous les meubles proposés avec descriptions, illustrations et spécifications complètes.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976, à 12 h. 30.

هنا ما للأن



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Thèmes pour le remaniement ministériel

(Suite de la première page.)

Il ressemble à celui d'un médecin qui dirait : « *l'été malade n'a fait mourir, en fin de compte, ni votre père ni votre grand-père : attrapez-la donc aussi souvent que vous voudrez !* ». C'est oublier aisément les graves crises et le prix de la monnaie peut, en certaines occasions, devenir une décision nécessaire, pour des raisons intérieures ou extérieures, mais le glissement continu est un affaiblissement du corps social dont la gravité est extrême quand de grands rivaux se renforcent.

Si la Grande-Bretagne doit à l'inflation son effacement international, que le rêve des pétroles de la mer du Nord ne suffira pas à guérir ; si l'Italie lui devra la fin de sa démocratie, à l'inverse, la politique résine des dirigeants allemands assure à leur pays le rôle dominant en Europe, la coopération des États-Unis, le respect de l'Union soviétique, en même temps qu'elle permet à des millions d'Allemands de disposer d'un pouvoir d'achat qui met le monde à leurs pieds. Pour de qui nous concerne, une fois de plus, l'inflation rouge notre capacité économique, notre puissance politique et notre équilibre social.

Il est vrai qu'on nous annonce pour le mois prochain un véritable effort. Un budget en équilibre ; une modération des hausses de salaires. Mais à y regarder de plus près, on ne peut s'y tromper. Il s'agit d'une apparence. A certaines dépenses, notamment de sécurité sociale, on n'enlève pas un centime, on ne réduit pas un sou, on ne diminue pas un gramme. On ne peut que constater que l'effort d'exporter chaque année davantage et à des prix raisonnables. Le remarquable effort qu'a permis la politique des années 60 et 70, et dont nous bénéficions encore, est mis en péril par le coût élevé qui rend impos-

sonnable de nos affaires ont des yeux pour regarder !

Dans les temps que nous vivons, il faut prendre conscience de deux réalités durables. La première est la hausse du coût des matières premières et de l'énergie ; sans les périodes de crise économique, la tendance est désormais à des prix élevés, car les pays producteurs ont permis, par leur situation, de leur situation. La seconde est la vivacité de la compétition économique mondiale, où désormais, à l'exemple des plus grandes puissances, et notamment des États-Unis, tous les coups sont permis, protectionnisme ouverts ou fermés, ententes et cartellisations, manipulations monétaires, sans omettre les conséquences déjà sensibles de l'industrialisation des pays où la main-d'œuvre est mal rémunérée. Les organismes aux initiatives magiques institués à grande échelle pour normaliser le commerce international, du G.A.T.T. à la C.E.R., ne peuvent empêcher la poursuite de la lutte de Bonny avec de grands féodaux et de petites bandes, ceux-là comme celles-ci imposant la loi du plus fort.

C'est en fonction de ces réalités qu'il convient de dire honnêtement aux Français à quelles conditions leur pays sera libre et respecté, à quelles conditions eux-mêmes et leurs enfants connaîtront le progrès et la confiance dans l'avenir.

Il faut d'abord faire observer qu'une part trop importante du revenu national sera consacrée à l'achat des produits que nous achetons à l'étranger si nous ne faisons pas l'effort d'exporter chaque année davantage et à des prix raisonnables. Le remarquable effort qu'a permis la politique des années 60 et 70, et dont nous bénéficions encore, est mis en péril par le coût élevé qui rend impos-

sible l'expansion et parfois même la survie de nombreuses productions, et par l'insuffisance prolongée des investissements.

Il faut ensuite faire observer que l'augmentation souhaitable du pouvoir d'achat est liée à la croissance de la production. Cette croissance exige des orientations industrielles, les unes dans la prolongation de ce qui fut fait depuis plusieurs années, les autres adaptées aux circonstances nouvelles. Cette croissance aussi exige le travail, non le malthusianisme. Cette croissance enfin exige une grande volonté de formation professionnelle de la jeunesse et notamment un réexamen urgent d'une bonne part de notre enseignement universitaire et même de notre enseignement technique.

Ces objectifs essentiels ne peuvent être atteints qu'en affirmant une politique financière d'autant plus rigoureuse dans le choix des priorités qu'il nous faut de l'argent pour le développement des industries de pointe, pour la poursuite de notre équipement sanitaire et social, pour la défense nationale et notre capacité nucléaire, enfin, dernière exigence et non la moindre, pour modifier la tendance des jeunes couples à la dénatalité et à la dénatalité.

Or cette politique nécessaire n'est compatible qu'avec la stabilité du franc, c'est-à-dire, en fin de compte, n'a d'avenir qu'en fonction d'une politique sage de répartition du revenu national. Faut-il pour le définir et l'imposer attendre un « consensus social » ?

MICHEL DEBRÉ.

Prochain article :

H. - LE CONSENSUS SOCIAL

## SERVICES PUBLICS

PRÉLUDE À LA SÉPARATION DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ?

Cinq cents «boutiques du téléphone» seront créées en quatre ans

La direction générale des télécommunications met en œuvre, depuis la fin de 1975, une nouvelle politique commerciale destinée à rapprocher l'administration de l'usager. Elle prévoit notamment de créer, d'ici à la fin de 1979, cinq cents «boutiques du téléphone».

Rien de très nouveau, diront ceux qui observent les efforts des services publics pour adopter des attitudes plus dynamiques. En fait, les télécommunications paraissent chercher à préparer, sans le dire, la séparation d'avec les postes.

Jusqu'en 1971, le candidat au téléphone adressait sa demande aux centres d'abonnement et d'entretien installés dans les centres téléphoniques. La direction générale des télécommunications estime, alors, qu'il convenait de changer de ton et de comportement avec le public. Elle crée des agences commerciales spécialisées aménagées pour recevoir les usagers et pour regrouper les services éparpillés des centres d'abonnement. Cette organisation lui permettait de mécaniser le travail du personnel chargé de la souscription des abonnements, de la tenue des comptes et des réclamations. On trouve, aujourd'hui, en moyenne une agence par département, hormis dans les grandes agglomérations, où l'on en compte plusieurs.

Toutefois, le souci de la mécanisation et des gains de productivité a prévalu sur l'amélioration de l'accueil. Fin 1975, la direction générale a décidé d'aller un peu plus avant dans le sens de l'usager. Le but recherché est d'établir un contact physique avec la clientèle, qui ignore les innombrables services et les tarifs proposés par les télécommunications. Il faut vulgariser le téléphone, le télétexte et la téléconférence au moment où la production de téléphone est en train de dépasser la demande.

D'ici à la fin de l'année 1979, le nombre des agences passera à cent cinquante. La grande nouveauté consistera à créer, entre autres, cinq cents « annexes » que l'on pourrait baptiser

«boutiques du téléphone». Elles seront situées dans des rues passantes et dans des centres commerciaux. Elles mettront en valeur des matériels et des panneaux explicatifs dans des vitrines bien éclairées. Cent cinquante agents commerciaux y seront affectés après formation, pour suivre les clients importants et les clients à « problèmes ». Un montage audio-visuel est en cours de réalisation pour apprendre au personnel à établir le dialogue avec le public.

La première « boutique » a été inaugurée le 15 mars à Lesparre (Gironde). L'administration a loué un local dans un quartier central, au lieu de se servir du central tout neuf, mais trop éloigné. La « boutique » est signalée aux chalandes par une enseigne « télécommunications » et par un emblème représentant un cadran téléphonique. A l'intérieur, on trouve des catalogues téléphoniques, le télétexte et la téléconférence. Deux jeunes femmes répondent aux questions des usagers. L'affluence est la première réaction du public, qui découvre les possibilités de l'administration.

### Le cadran et l'oiseau

Il n'y aurait qu'à se louer de l'ardeur de la direction générale des télécommunications à répondre aux besoins du client, si la politique commerciale n'était aussi une prise de conscience : une image de marque du téléphone distincte du reste des P.T.T.

La création des « boutiques » s'inscrit dans une suite de décisions qui ne trompent pas. Ainsi, M. Gérard Théry, directeur général des télécommunications, a décidé de prendre un emblème distinct de celui des P.T.T., l'oiseau bleu, et de l'utiliser sur les panneaux de chantiers, sur le papier à lettres administratives, sur les cartes de visite et sur les cartes de débit téléphonique des hauts fonctionnaires. Pourquoi cette sécession en continu ? Les ingénieurs et les administrateurs des télécommunications formulent deux griefs à l'égard des postes. Tout d'abord, ils méprisent l'administration postale parce qu'elle est peu technique et peu dynamique. On entend certains responsables du téléphone parler de « P.T. Toulous » pour désigner l'administration. Plus fondé est leur mécontentement de voir leurs crédits détournés pour combler le déficit de la poste et des services financiers. Trois cents millions de francs du plan de relance du téléphone ont été, par exemple, utilisés pour la construction des centres de tri postal de la région caennaise.

Les télécommunications ont tendance à considérer les postes comme une sorte de parasite qui les empêche de croître autant qu'elles le pourraient. Elles avaient donc la grande surprise sur le rapport de la commission parlementaire de contrôle de la gestion du téléphone qui, en juin 1974, avait préconisé une nette séparation des deux administrations. La grève de novembre 1974 et la détermination des syndicats du personnel à combattre le « démantèlement des P.T.T. » ont renversé aux calendriers grecs toute évolution. Même le président de la République, qui avait demandé, l'an dernier, à M. Peyrache, ministre de l'Énergie, de résoudre le problème, semble compter désormais sur une lente évolution des esprits pour réaliser la compagnie nationale du téléphone dont il rêvait en 1967. N'attendant désormais aucune

aide du gouvernement pour obtenir leur liberté et fortes de leur qualité de premier investisseur de France, les télécommunications ont opté pour la politique du fait accompli. Elle s'efforcent, sans en avoir l'air, de se distinguer des P.T.T. Tout est bon : pour les usagers, des « boutiques ». Pour le personnel, demain peut-être, des primes alléchantes.

Ce corporatisme encourt trois critiques. En premier lieu, il est surprenant qu'une direction contrôlée d'une manière aussi avérée les déclarations de M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T. Celui-ci a répété aux syndicats au personnel et à la presse, en privé comme en public, qu'il était hostile au divorce entre les postes et les télécommunications.

Les usagers s'étonneront que les taxes qu'ils acquittent en téléphonant soient dépensées pour louer des « boutiques », alors qu'il existe, en France, environ dix-huit mille bureaux de postes remarquablement situés qui pourraient servir, sans gros efforts financiers, de vitrines du téléphone. Il est paradoxal de voir le gouvernement chercher à transformer ces bureaux en agences polyvalentes de l'administration, capables de distribuer des cartes grises ou des formulaires de sécurité sociale au moment où les télécommunications, leur utilisateur naturel, refusent de s'y installer.

Enfin, les usagers peuvent se demander si l'indépendance du téléphone leur apporterait des avantages notables, car les télécommunications paraissent avoir moins le sens du service du public que les postes. Il n'est que de voir le peu d'empressement qu'elles mettent à fournir des notes de téléphone détaillées. On peut craindre, au contraire, que, comme tout corporatisme, celui des télécommunications se serve d'abord les intérêts d'une administration légitimement fière d'avoir raccourci, en 1975, neuf cent mille nouveaux abonnés.

ALAIN FAUJAS.

## AFFAIRES

VIF REDRESSMENT DE L'ACTION JACQUES BOREL INTERNATIONAL MARDI

L'action Jacques Borel International, a fortement monté le mardi 17 août à la Bourse de Paris. En forte hausse à l'ouverture — son cours est passé de 248 à 265 F — le titre a encore progressé pendant la séance pour finalement s'établir à 271 F (+ 11,5 %).

Cette hausse faisait suite à une forte baisse amorcée le 12 juillet, et qui avait progressivement ramené le cours de l'action Jacques Borel International de 365 à 248 F en trois semaines. L'annonce, le 19 juillet, d'une perte consolidée de 13,94 millions de francs pour le premier trimestre 1976 (contre un bénéfice de 2,06 millions de francs pour la période correspondante de 1975) avait été à l'origine de ce recul. (Le Monde du 18 août.)

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES SOCIÉTÉS CANADIENNES a augmenté de 11,7 % et les bénéfices de 17,5 % au cours du deuxième trimestre 1976 par rapport à la période correspondante de 1975.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoire à la faculté d'agriculture

Le service des adjudications de l'Université invite les fabricants internationaux spécialisés en équipements de laboratoires désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est financièrement capable d'exécuter les travaux. Les documents d'adjudication ne seront vendus qu'aux fabricants qui auront présenté des candidatures écrites et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires aux trois principaux blocs-laboratoires d'enseignement de la Faculté d'Agriculture, situés sur le campus universitaire, à environ 4 km est de Tripoli.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante dinars libyens). Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD  
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S. O. N. E. L. E. C.  
Direction Commerciale

### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 18/76

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture de groupes électrogènes.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier de charges contre la somme de 100,00 DA à la :

S.O.N.E.L.E.C., Direction Commerciale  
Gué de Constantine, KOUBA (ALGER).

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de manière apparente la mention « Appel d'offres international N° 18/76. A ne pas ouvrir ».

La date du dépôt est fixée au 31 août 1976, délai de rigueur.





## LES MARCHÉS FINANCIERS

LE MONDE — 19 août 1976 — Page 19

PARIS  
17 AOUT

## Plus résiliant

La Bourse de Paris a ouvert ses portes mardi après trois jours de chômage. Il n'y avait pas foule et le décaissement était tout juste grand qu'un cours des prévisions de la semaine.

L'effacement des cours s'est toutefois un peu ralenti. L'on n'a en effet décaissé qu'une trentaine de valeurs de quelque importance (de 1 % à 3 %) contre plus de quarante vendredi.

À l'inverse, le nombre de hausses a été augmenté. Parmi les vingt-cinq valeurs cotées, dix ont monté, en tête desquelles figurait notamment Jacques Borel International, dont la plus reprise (+10,8 %) fut adossée par les valeurs de la semaine. Ce fut l'unique attraction de cette séance. En période de vacances, l'on se contente de peu.

À signaler quand même, pour information, le nouveau repli (-1,2 %) de Rhône-Poulenc, de- rché au plus bas de l'année et le recul de l'obligation L'Oréal (-4,9 %), dont la cotation a été décaissée en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande.

Les apaisements fournis par M. Fourcade, concernant la situation de la France, ont fait l'objet de nombreux commentaires autour de la corbeille. Mais le ministre des Finances n'est pas, semble-t-il, parvenu à convaincre les opérateurs de la bourse de ses propres intentions. Les offres de la semaine ont été en outre, de la part de la Bourse, comme ailleurs, l'on attend de connaître les mesures, si mesurées qu'elles soient, que le gouvernement pourra prendre à la rentrée de septembre pour tenter d'endiguer la hausse des prix.

Aux valeurs étrangères, fermées des américaines et des allemandes. Nouvelle baisse des mines d'or. Par le marché de l'or, le temps est traité à 18 935 F (+10 F) après 18 960 F et le napoléon à 231 90 F (+1 90 F). Le volume des transactions, toujours assez décaissé, a porté sur 8,07 millions de francs.

## LONDRES

## Hésitant

En raison de la persistance des tensions monétaires, le marché de Londres a ouvert son mardi hésitant et les perspectives de hausse ont été décaissées. Les investisseurs ont attendu de voir si les mesures de la semaine seraient suffisantes pour enrayer l'inflation.

VALEURS	17/8	18/8
100 £ 1 1/2 %	25 1/8	25 1/8
100 £ 1 1/4 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 1 1/8 %	23 1/2	23 1/2
100 £ 1 1/4 %	22 1/2	22 1/2
100 £ 1 1/8 %	21 1/2	21 1/2
100 £ 1 1/4 %	20 1/2	20 1/2
100 £ 1 1/8 %	19 1/2	19 1/2
100 £ 1 1/4 %	18 1/2	18 1/2
100 £ 1 1/8 %	17 1/2	17 1/2
100 £ 1 1/4 %	16 1/2	16 1/2

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**PHILIPS.** — Avec un chiffre d'affaires de 14 000 millions de florins contre 12 500 millions, la société a réalisé une croissance de 12 % au premier semestre. Les bénéfices ont augmenté de 15 %.

**VALLOUREUX.** — Pour le premier semestre 1976, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 12 500 millions de francs contre 11 500 millions.

**SACHS.** — Le chiffre d'affaires du premier semestre a augmenté de 12 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les bénéfices ont augmenté de 15 %.

**GENERALI ALLEMAGNE.** — Pour le premier semestre 1976, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 12 500 millions de francs contre 11 500 millions.

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 10 août 1975)

Valeurs françaises : 100,00

Valeurs étrangères : 100,00

Indice général : 100,00

Taux du marché monétaire : 8,11 (10 %)

## NEW-YORK

## Sensible hausse

L'avantage accru par le président Ford à la convention républicaine a entraîné le marché de New-York qui a ouvert son mardi avec une hausse sensible. Les investisseurs ont été optimistes quant aux perspectives de la semaine.

VALEURS	17/8	18/8
100 \$ 1 1/2 %	25 1/8	25 1/8
100 \$ 1 1/4 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 1 1/8 %	23 1/2	23 1/2
100 \$ 1 1/4 %	22 1/2	22 1/2
100 \$ 1 1/8 %	21 1/2	21 1/2
100 \$ 1 1/4 %	20 1/2	20 1/2
100 \$ 1 1/8 %	19 1/2	19 1/2
100 \$ 1 1/4 %	18 1/2	18 1/2
100 \$ 1 1/8 %	17 1/2	17 1/2
100 \$ 1 1/4 %	16 1/2	16 1/2

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

1 dollar (en yen) : 236 25

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

## VALEURS

## Cours précéd. Cours

ford a obtenu  
investiture  
republique

## Des négligences répétées ont favorisé l'action des voleurs de la Société générale

-  **Seul à PARIS?**  
*Venez faire votre menu dans les magasins*
- HÉDIARO** OUVERTS EN  
JUILLET ET AOÛT
- MARSEILLE, NAC, COTCHICELLS  
POUL, CHAMPAIGN, NANTERRE  
seul ouvert seul le dimanche et le lundi
- L'ARTYR, VILLERIE  
NANTERRE  
seul ouvert seul le dimanche

Etat d'alerte est pris  
dans les  
Cord

# AL JOURNAL

## Le d

● 中国书画函授大学肇庆分校

هكذا من الأصل